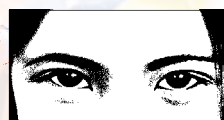




**Ce que nous
avons réalisé
pour les enfants**

Rapport annuel 2016



Terre des hommes

Aide à l'enfance.



Terre des Hommes

International Federation

La Fondation Terre des hommes est membre de la Fédération Internationale Terre des Hommes, qui regroupe les organisations cousines en Suisse et dans d'autres pays. La Fédération mène un travail de plaidoyer au niveau international, européen et auprès des instances des Nations-Unies.



La Fondation Terre des hommes – aide à l'enfance est reconnue d'utilité publique par la ZEWO. Tdh souscrit aux directives de bonne gouvernance selon le Swiss NPO Code (www.swiss-npocode.ch).

Rédaction et réalisation

Rédaction: Cécile Kirwan. Contributions: Sarah Hornemann, Isabel Zbinden, Tatjana Aebli, Lisa Flückiger, Ivana Goretta. Réalisation, mise en page et iconographie: Angélique Bühlmann. Relecture: Marc Kempe.

Les résultats présentés dans ce rapport annuel ne sont pas exhaustifs. Les chiffres et projets présentés sont à titre d'exemple.

Traductions

Allemand: Barbara Staub
Anglais: Rhonda Campbell
Français: David Malenfant, Zélie Schaller

Photos

Les photos sont l'œuvre de photographes professionnels, de bénévoles et d'employés de Terre des hommes. Nous les remercions vivement!

Internet

Le présent rapport d'activité est disponible en version électronique, en français, allemand et anglais sur www.tdh.ch/rapportannuel
Un résumé – imprimé en français, allemand, anglais et italien – est disponible sur demande par E-Mail (donorcare@tdh.ch) ou téléphone (058 611 06 11).

Impression

Préresse, Images 3 SA, Lausanne
Imprimerie Baudat SA, Papier recyclé et blanchi sans chlore


© Terre des hommes - 2017


Rejoignez-nous sur

 www.tdh.ch

 www.facebook.com/tdh.ch

 www.twitter.com/tdh_ch

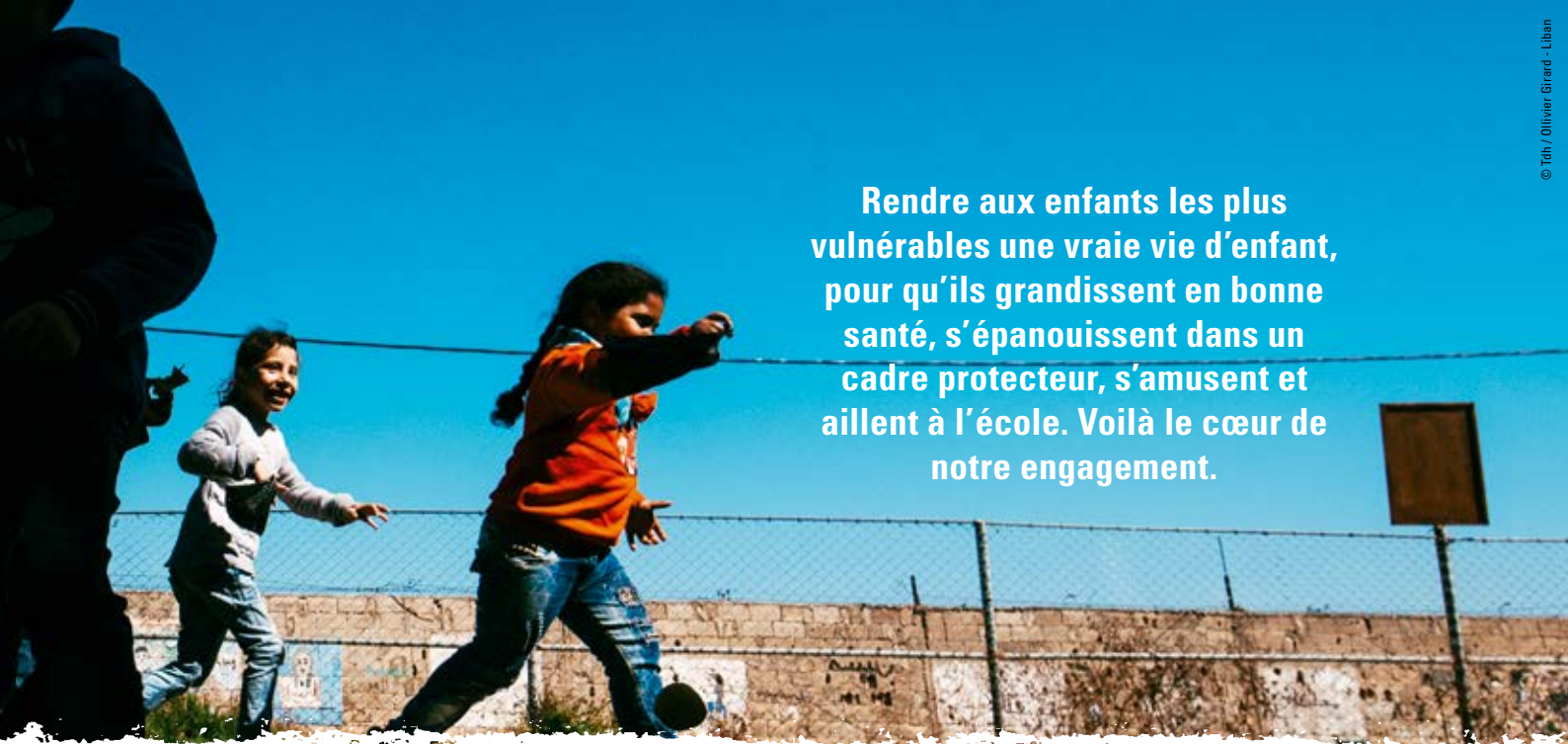
 www.instagram.com/tdh_ch

 www.linkedin.com/company/terre-des-hommes-foundation



Terre des hommes
Aide à l'enfance.

Siège | Hauptsitz | Sede | Headquarters
Avenue de Montchoisi 15, CH-1006 Lausanne
T +41 58 611 06 66, F +41 58 611 06 77
www.tdh.ch, E-Mail: info@tdh.ch, CCP: 10-11504-8



Rendre aux enfants les plus vulnérables une vraie vie d'enfant, pour qu'ils grandissent en bonne santé, s'épanouissent dans un cadre protecteur, s'amuse et aillent à l'école. Voilà le cœur de notre engagement.

Sommaire

- 4 Interview du Président du Conseil de fondation et du Directeur général
- 6 Notre engagement dans le monde en 2016
- 8 « *Saeed, un symbole de toute une génération d'enfants syriens* » par Xavier Colin
- 10 Aperçu de nos interventions d'urgence les plus marquantes en 2016
- 12 Les enfants migrants
- 16 L'exploitation des enfants par le travail
- 20 Les enfants dans le système judiciaire
- 24 La santé mère-enfant
- 28 Les soins spécialisés et missions chirurgicales
- 30 Les urgences et crises humanitaires
- 34 Plaidoyer pour les droits de l'enfant
- 36 Nos actions en Suisse
- 38 La gestion des risques
- 40 Nos bénéficiaires 2016 par pays
- 42 Rapport financier
- 54 Le Conseil de fondation et la Direction
- 55 Remerciements

« Nous sommes sur la bonne voie. »

Interview croisée de Beat Mumenthaler et Vito Angelillo

Rétrospectivement, y-a-t-il un résultat qui vous a particulièrement marqué en 2016 ?

Beat Mumenthaler (BM): En 2016, Terre des hommes a élaboré sa vision 2030 et son plan stratégique pour les cinq prochaines années qui définissent clairement nos domaines d'intervention : la protection de l'enfance, la santé des jeunes enfants et des mères ainsi que l'aide d'urgence dans les crises humanitaires. Pour atteindre les objectifs d'impact définis pour chacun de ces domaines, l'organisation a renforcé ses compétences et sa structure.

Vito Angelillo (VA): Nous intervenons dans 38 pays et beaucoup de choses me viennent à l'esprit. Nous n'avons pas baissé les bras face aux difficultés des contextes syrien et irakien : nous avons poursuivi et renforcé nos efforts, avec un impact positif sur la vie de milliers d'enfants et leurs familles qui fuient les zones de combat dans des conditions dramatiques. Suite au Congrès mondial sur la justice juvénile organisé en 2015, nous avons renforcé le dialogue avec plusieurs gouvernements désireux d'améliorer leur système de justice pour mineurs et des pistes prometteuses sont tracées. Enfin, il y a le changement systémique auquel nous avons fortement contribué au Burkina Faso : le gouvernement a adopté une loi offrant la gratuité des soins aux enfants de moins de cinq ans et aux femmes enceintes, ce qui a massivement augmenté la fréquentation des centres de santé. De plus, notre application d'aide au diagnostic des maladies de l'enfance sur tablettes électroniques a permis d'améliorer notablement la qualité des soins dans plus de 270 de ces centres. Plus de 1,2 million de consultations sont enregistrées et leur analyse va nous permettre d'améliorer encore la prise en charge des enfants malades. De telles innovations requièrent des années de travail et sont essentielles pour améliorer significativement et durablement la vie des enfants les plus vulnérables.

Quels sont les principaux défis pour 2017 et les prochaines années ?

BM: Le nouveau plan stratégique veut « faire la différence » et mise donc sur une croissance au service de nos ambitions. Nous voulons soutenir plus d'enfants dans davantage de pays et consolider notre position de référence internationale pour les droits de l'enfant. Pour y parvenir, l'organisation va avoir besoin d'un soutien accru en 2017 et durant les prochaines années. Nous avons déjà observé des signes positifs qui montrent que nous sommes sur la bonne voie. En tant que Président du Conseil de fondation, je peux affirmer que l'action de Terre des hommes va encore se développer et se renforcer à l'avenir.

VA: Malgré la croissance économique de certains pays du Sud, des millions de familles et d'enfants n'ont toujours pas accès aux services de base, comme la santé ou l'éducation. Par ailleurs, un des défis majeurs est l'instabilité politique qui déchire le Moyen-Orient et d'autres régions dans lesquelles nous sommes actifs. Ces crises se prolongent depuis plusieurs années et l'accès aux populations touchées reste parfois très difficile. Des millions d'enfants sont coupés de leur foyer, forcés à travailler et privés de scolarité. Alors que le besoin d'assistance est immense, des signes inquiétants montrent que le soutien financier des gouvernements, des institutions et du grand public s'affaiblit. La crise migratoire a également fortement ébranlé les systèmes de valeurs des pays du Nord et la question de la protection des enfants dans ces contextes reste un défi permanent.

Que comptez-vous faire face à ces défis ?

BM : En tant que Président du Conseil de fondation, je m'engage à soutenir pleinement les interventions élaborées dans le cadre de la stratégie ainsi que la recherche de fonds. Je vais faire tout mon possible pour accompagner la direction, l'ensemble du personnel ainsi que les bénévoles en mettant à disposition mon expérience professionnelle, mon temps et mes forces pour les guider et les conseiller en tout temps.

VA : Nous n'avons malheureusement pas le pouvoir de faire cesser les conflits ni d'empêcher les catastrophes naturelles. Mais en tant qu'experts de l'aide à l'enfance, nous devons continuer à renforcer notre engagement et à augmenter l'impact de nos programmes, en développant des solutions innovantes, en appliquant les meilleures pratiques dans nos pays d'intervention et en adaptant nos modes opératoires en fonction des contextes géographiques et humanitaires. Car nous voulons être toujours plus efficaces auprès des populations que nous soutenons. Et nous allons continuer à porter la voix des enfants les plus vulnérables, où qu'ils soient dans le monde, afin de faire entendre leurs besoins et faire respecter leurs droits.

Quel est votre état d'esprit aujourd'hui ?

BM : Les grandes tendances montrent que la pauvreté recule, que toujours plus d'enfants vont à l'école, que les femmes sont mieux respectées... Mais le monde semble en vérité se diriger très lentement vers cela. L'année passée, le racisme et la discrimination ont resurgi dans différentes régions du monde. Terre des hommes se bat contre ces vieilles tendances et c'est pour cela que j'utilise toute mon énergie. Je souhaite rendre le monde meilleur et donner de l'espoir à nos enfants.

VA : Je suis à la fois soucieux et confiant. Soucieux pour les millions d'enfants qui ont besoin de soutien et de protection. Confiant dans les progrès en cours et dans un monde qui ne restera pas indifférent à leur sort. Je suis aussi fier d'être à la tête d'une organisation qui a le courage de travailler là où cela compte, dans des conditions parfois très difficiles, pour offrir à chaque enfant les chances qu'il mérite, défendre leurs droits et vraiment « faire la différence ».

Lausanne, le 9 juin 2017



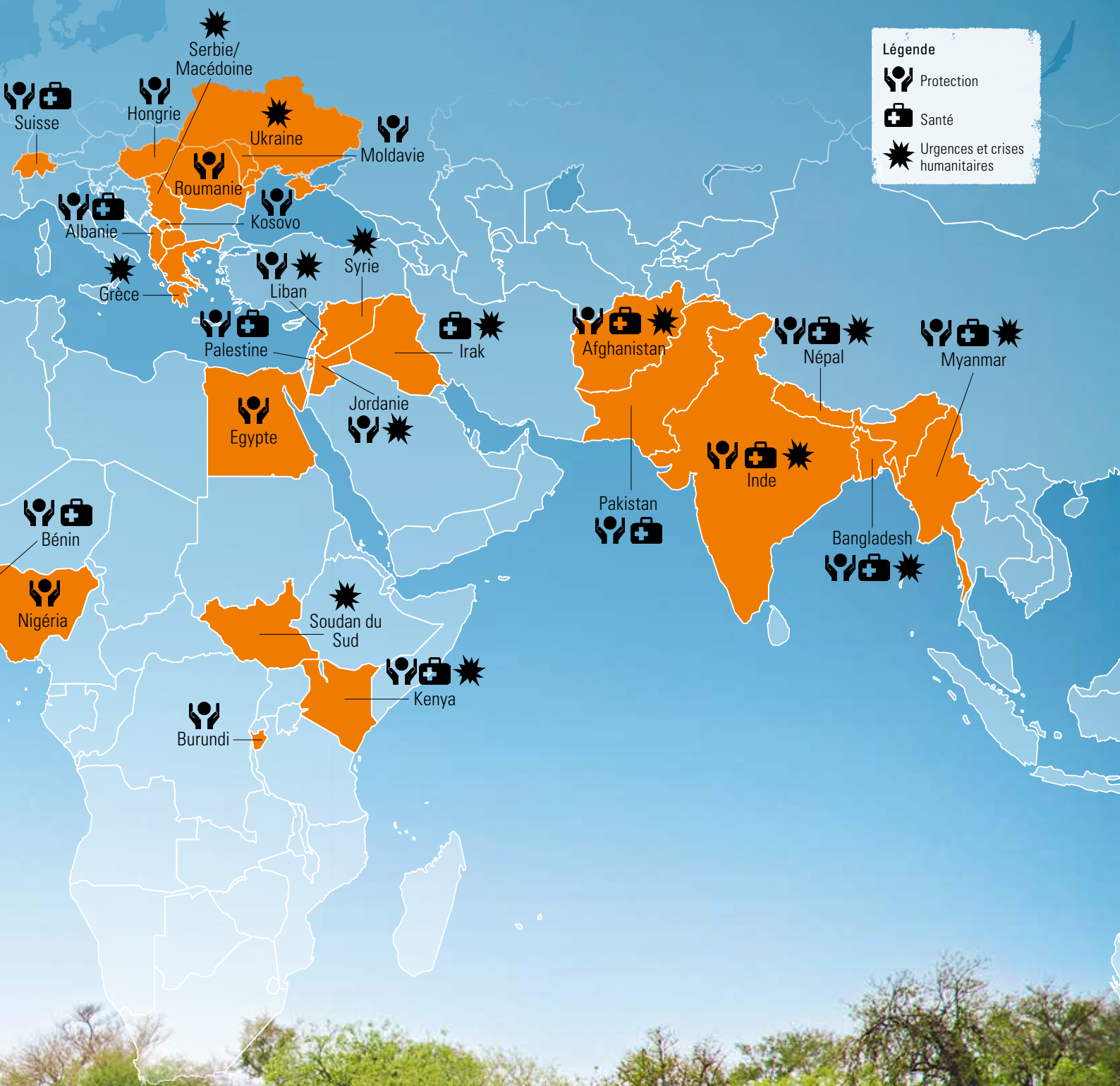
Beat Mumenthaler
Président du Conseil de fondation
de Terre des hommes



Vito Angelillo
Directeur général
de Terre des hommes

Notre engagement dans le monde en 2016





78,9 millions

de francs récoltés
dont 88% directement
affectés à nos
programmes

3 millions

de bénéficiaires
dont un million et
demi d'enfants

1726

employés au siège
et sur le terrain

Saeed, symbole de toute une génération d'enfants syriens

Xavier Colin, ambassadeur de Terre des hommes, retrace ici, à travers le récit fictif d'un jeune syrien, Saeed, la réalité de toute une génération d'enfants maltraitée et sacrifiée en raison de cette guerre d'adultes, mais qui refuse, pour son avenir, d'être considérée comme « perdue ».

« C'est mon cousin Thaer qui me l'a dit, après l'avoir lu dans un journal : il paraît que dans notre pays, un peu plus de deux millions d'enfants ne vont plus à l'école. Thaer, lui, y est allé, pendant les deux premières années de la guerre, à Alep, puis il a dû arrêter : c'était trop dangereux.

« Tu vois, Saeed », a-t-il ajouté, « d'abord, on avait peur de faire le trajet entre la maison et l'école, on redoutait surtout les tirs d'obus. Mais ce qui a été le plus terrible, c'est le bombardement sur l'école et les 23 enfants plus les cinq professeurs que l'on a retrouvés morts sous les décombres. »

Il sait beaucoup de choses sur la guerre, Thaer. Par exemple, le fait que des enfants tués dans une école ou aux abords d'un établissement scolaire, on en a compté 255, rien que pour l'année 2016. Vous voulez d'autres précisions ? Eh bien, sachez que dans mon pays, la Syrie, il y a près de trois millions d'enfants de moins de cinq ans qui n'ont jamais connu autre chose que la guerre, ça fait un enfant sur trois !

Ce conflit, il dure depuis un peu plus de six ans. C'est plus long qu'une guerre mondiale ! Six années d'affrontements au cours desquelles une école sur quatre a été détruite ou gravement endommagée par des bombardements, des obus, des missiles ou à cause des attentats. Et puis il y a ces écoles qui sont encore debout, mais qui ont été réquisitionnées et transformées en centres d'accueil pour tous les déplacés. Moi, Saeed, j'espère bien qu'un jour je pourrai y retourner, à l'école. Après, j'aimerais bien être chirurgien, comme le papa de Rasha. Lui, il n'a pas quitté le pays, comme tant d'autres : il nous a précisé l'autre jour que plus de la moitié des 30'000 médecins syriens avait dû fuir le pays. De toute façon, on sait bien que plus de la moitié des hôpitaux est complètement détruite.

Ce n'est pas tout : il y a ce que le grand frère de Rahaf a expliqué à des travailleurs humanitaires venus l'aider dans son travail. Il sait de quoi il parle, il est psychiatre. Nous, les enfants, nous sommes victimes de ce que les spécialistes appellent « le stress toxique » : c'est grave, car c'est un stress qui aura des effets durables sur nous, y compris lorsque nous serons adultes. Car l'état permanent de tension et de peur dans lequel nous vivons va avoir des conséquences lourdes sur notre développement. Et nous sommes nombreux dans ce cas : on dit qu'il y a, chaque jour, trois millions d'enfants syriens qui sont confrontés



au stress des bombardements ou des combats. Du reste, si vous avez devant vous trois enfants syriens, il apparaît que deux d'entre eux sur trois ont perdu un proche, ont vu leur habitation détruite et ont eux-mêmes souffert de blessures dues à la guerre. Toujours d'après le grand frère de Rahaf, le psychiatre, un enfant sur quatre dit qu'il ne sait pas où aller ou à qui parler lorsqu'il a peur ou tout simplement lorsqu'il est triste et déprimé. Et moi, je le vois bien, quand on est dans cet état-là, on devient agressif. Hamida, l'infirmière que je vois de temps en temps, a expliqué à un médecin étranger que sept enfants sur dix continuent de faire pipi au lit à cause de cet état de stress permanent !

Et je veux aussi vous parler de Zeinab, la grande copine de ma sœur Nour : elle s'est mariée le mois dernier. Enfin, disons qu'on l'a mariée, à un garçon nommé Wael. Elle a tout juste 15 ans, Zeinab. On sait bien qu'elle ne voulait pas trop de ce mariage, mais c'est comme cela : son père pense que la famille de Wael va bien s'occuper d'elle, et pour lui c'est une charge en moins.

Vous allez me dire que tous ces malheurs et tous ces constats alarmants font de nous une génération perdue.

Moi, Saeed, âgé de 15 ans, je ne dirais pas cela. Nous, les enfants de Syrie qui n'avons connu que la guerre, qui ne pouvons plus aller à l'école et qui, par millions, avons dû fuir nos maisons et notre pays, nous sommes effectivement une génération malheureuse, maltraitée, trahie et sacrifiée, mais perdue, ça non, nous le refusons. Nous voulons survivre, retourner à l'école ou à l'université, apprendre, devenir adulte, en finir avec ce conflit qui s'est fait sur notre dos. Nous voulons vivre heureux, tout simplement ! A cause de cette guerre, nous avons perdu du temps, nous avons parfois perdu l'espoir, nous avons souvent et cruellement perdu des membres de nos familles, mais nous ne voulons pas être une génération sans avenir. Pour cela, il faut que le monde nous aide à relever le défi. Le défi de la vie. Un défi qu'une génération, à l'évidence « sacrifiée » mais trop hâtivement déclarée « perdue », peut encore gagner. »



Xavier Colin

Journaliste

Ambassadeur Terre des hommes





En 2016, nous avons amélioré la vie de plus d'un million et demi d'enfants dans le monde

L'année passée, nous avons franchi la barre des trois millions de bénéficiaires et avons fait la différence dans la vie de plus d'un million et demi d'enfants. Grâce notamment à l'expertise et à l'engagement de nos équipes sur le terrain, nous avons soutenu plus de 600'000 personnes affectées par des crises humanitaires.

Aperçu de nos interventions d'urgence les plus marquantes en 2016

Sur la route des Balkans



La fermeture de la route des Balkans puis l'accord passé entre la Turquie et l'Union européenne en mars 2016 ont créé de nouvelles difficultés pour des milliers d'enfants réfugiés et leurs familles. La flexibilité de notre programme d'urgence nous a permis d'adapter nos interventions en fonction des décisions politiques migratoires et d'agir là où les enfants en avaient le plus besoin, à savoir en Grèce, en Macédoine et en Serbie. En 2016, nous avons offert à plus de 60'000 réfugiés des biens de première nécessité et du soutien psychologique, et accueilli 20'000 enfants dans nos espaces protégés.

Plus forts que la nature



Sur place au moment des catastrophes naturelles, nous sommes intervenus rapidement auprès des enfants affectés par le séisme en Equateur et l'ouragan Matthew en Haïti, tous deux survenus en 2016. Nous avons distribué des biens de première nécessité, notamment des articles d'hygiène, pour répondre aux besoins prioritaires des enfants et de leurs familles. En Equateur, nos experts ont réhabilité les systèmes d'approvisionnement en eau de quatre villes, venant ainsi en aide à 24'700 habitants. En Haïti, nous avons dispensé des activités récréatives et psychosociales à environ 2'300 enfants.

Au cœur de la crise syrienne



2016 a marqué la cinquième année de guerre en Syrie. Déplacés ou réfugiés, les enfants vivent dans des situations précaires. Ils encourent le risque d'être exploités ou victimes de violence, et les filles d'être mariées très tôt. Depuis le début de la crise syrienne, nous soutenons les familles réfugiées et les populations hôtes en Jordanie, au Liban et en Egypte. En 2016, nous avons intégré de nouvelles techniques de soutien psychosocial comme le théâtre, le récit ou encore le sport, afin de renforcer la résilience des enfants. En Syrie, notre projet de protection a soutenu plus de 750 enfants.

Au plus près du front en Irak



L'oppression exercée par l'Etat islamique en Irak a affecté près de cinq millions d'enfants. Nous sommes la première ONG internationale à être intervenue le long du corridor Bagdad-Mossoul pour accueillir les familles fuyant les combats. Nous avons fourni de l'eau à plus de 60'000 personnes déplacées, des toilettes à plus de 5000 d'entre elles, et organisé des activités récréatives et psychosociales pour plus de 3000 enfants dans nos espaces d'accueil protégés. Dans la ville de Sherqat, à moins de 150 km de Mossoul, 1500 enfants ont reçu un soutien scolaire.

Migration

84'000

enfants migrants
accompagnés et
protégés sur la route

16

pays d'intervention

4800

professionnels et membres
des communautés formés
pour protéger les enfants
migrants sur la route

Près de 50 millions d'enfants dans le monde fuient actuellement la guerre ou la pauvreté. En Europe de l'Est et en Afrique de l'Ouest par exemple, de nombreux enfants quittent leur région d'origine en quête de meilleures perspectives d'avenir, risquant ainsi d'être victimes d'exploitation et de traite. Bon nombre de ces enfants sont séparés de leur famille. En voyageant seuls, ils s'exposent à des situations dangereuses.

Soutenir et protéger les enfants migrants

En 2016, le travail de Terre des hommes a profité à plus de 84'000 enfants affectés par la migration dans 16 pays. Nos projets ont contribué à réduire les risques liés à la migration, à protéger les enfants en chemin et arrivés à destination, et à améliorer la vie des enfants laissés der-

rière par leurs parents migrants. Nos travailleurs sociaux ont renforcé l'autonomie des enfants sur la route en leur faisant prendre conscience des dangers auxquels ils s'exposent et en leur offrant la possibilité de réintégrer l'école ou de suivre des formations professionnelles.

En Europe de l'Est

Nous renforçons la capacité des communautés locales à prévenir les migrations dangereuses, en particulier lorsque les enfants sont en bas âge. Au Kosovo par exemple, nous avons développé des activités rémunératrices ainsi que des projets de formation professionnelle, contribuant ainsi à améliorer les moyens de subsistance de plus de 130

enfants et de leurs parents. Un soutien psychosocial et éducatif a été offert à plus de 1000 enfants ayant migré, facilitant ainsi leur réintégration dans la communauté. L'une de nos réalisations les plus importantes en Albanie a été l'ouverture d'un centre communautaire qui offre des services de prévention des migrations risquées, du sou-

tien aux familles et un enseignement aux enfants. Nous sommes venus en aide à plus de 1000 enfants migrants moldaves se trouvant dans une situation difficile en dehors de leur pays, ainsi qu'à près de 3000 enfants restés en Moldavie tandis que leurs parents travaillent à l'étranger (voir page 14). Pour réduire le nombre d'enfants roms

migrant seuls, nous avons sensibilisé et soutenu plus de 25'000 membres de leur communauté en Roumanie et avons permis à 1500 enfants de s'instruire. En 2016, nous avons lancé un projet sur les compétences entrepreneuriales en vue d'améliorer la situation socioéconomique de ces familles roms.

Relever la barre pour les professionnels de la protection de l'enfance en Europe

« *Child Hub* » est une plateforme en ligne pour la protection de l'enfance en Europe du Sud-Est, conçue pour les professionnels de la région. Elle leur permet de partager et de développer des connaissances dans le domaine de la politique sur la protection de l'enfance. En 2016, cette plateforme comptait plus de 2000 membres dans huit pays. Durant cette même année, nous avons formé plus de 400 professionnels de la protection de l'enfance et 170 autres travailleurs de première ligne en contact avec des réfugiés et des enfants migrants.

En Afrique de l'Ouest

Nous avons mis en place des stratégies pour garantir les droits des enfants migrants, même dans des conditions très difficiles. Depuis le début de notre projet régional de mobilité en 2013, nous avons protégé 10'800 enfants sur la route. Plus de 22'000 enfants ont été informés des risques encourus lors d'une migration et de leurs droits en tant que migrants. Au sein des 65 espaces et groupes communautaires que nous avons créés, les enfants peuvent prendre part à des activités récréatives et apprendre des notions de vie pratique qui renforcent leurs capacités de résilience.

Au Mali, plus de 4300 enfants ont reçu des conseils et une aide d'orientation dans les sept « *Points Espoir* » (des espaces sécurisés aménagés sur la trajectoire des migrants) ainsi que par l'entremise de groupes communautaires. 270 enfants susceptibles de migrer ont obtenu un soutien social et plus de 100 enfants ont entrepris une formation professionnelle. 115 professionnels et membres de la communauté ont été formés à la protection des enfants dans un contexte de migration. Enfin, pour changer la façon dont les enfants migrants sont perçus dans la société, plus de 1000 personnes ont été sensibilisées et mobilisées.



« Grâce à l'écoute et à l'aide de Tdh à Tombouctou, j'ai pu suivre la formation professionnelle de mon choix : la menuiserie. La formation et les kits de démarrage m'ont permis d'être indépendant et de faire respecter mes droits. »

Lassine*, 16 ans, a été exploité comme main-d'œuvre sur un chantier au Mali. Nous lui avons offert des cours d'alphabétisation, des activités d'aptitudes sociales et une formation professionnelle en menuiserie.

Les prénoms marqués d'une astérisque (*) sont des prénoms d'emprunt.

Donner une voix aux enfants moldaves dont les parents travaillent à l'étranger

La migration est un phénomène répandu en Moldavie. Environ un quart de la population moldave – soit près de 900'000 personnes – vit à l'étranger. En raison de la migration économique, jusqu'à 270'000 enfants de moins de 14 ans seraient séparés d'au moins un de leurs parents. Confrontés à un manque d'encadrement et à une forte charge émotionnelle, les enfants sont plus vulnérables et plus susceptibles de souffrir d'isolement, de problèmes d'intégration, de violence ou d'absentéisme scolaire.

Protéger les enfants dont les parents travaillent à l'étranger

La campagne de sensibilisation «*Familles sans frontières*» de Terre des hommes a pour objectif d'atténuer les effets négatifs dont souffrent les enfants touchés par la migration d'un ou de plusieurs proches. Nos experts fournissent des conseils pratiques contribuant à maintenir une relation saine entre les enfants et leurs parents employés à l'étranger. La campagne se concentre sur les besoins et les attentes des enfants, sur la façon dont ces derniers interprètent l'absence de leurs parents et sur leur compréhension de la situation. Par notre travail, nous cherchons à assurer le bien-être des enfants malgré la distance qui les sépare de leurs proches.

D'octobre 2016 à février 2017, nous avons atteint des centaines de milliers de personnes par l'entremise d'événements publics, des médias, des médias sociaux et du site web de la campagne qui a été visité par plus de 4300

personnes. Grâce à cette visibilité, nous avons pu sensibiliser les parents migrants et changer l'attitude de la population envers les enfants éloignés de leurs parents. Nous avons aidé les enfants et leurs parents à mieux communiquer et comprendre leur situation mutuelle.

Notre équipe locale a soutenu 1000 enfants, donné des recommandations aux parents et formé plus de 100 enseignants et psychologues de 66 écoles. Ces écoles ont subséquemment organisé des activités psychosociales avec 2760 enfants et 1770 parents. De plus, 400 professionnels de la protection de l'enfance ont participé à des ateliers renforçant leurs capacités à aider des parents qui risquent d'émigrer et à mieux protéger les enfants demeurés au pays.

Les données se fondent sur la durée totale de la campagne «*Familles sans frontières*», à savoir d'octobre 2016 à février 2017.



« Quand ma mère a décidé de travailler à l'étranger pour la première fois, j'ai senti que quelque chose ne tournait pas rond. Chaque fois que je lui demandais si elle allait partir, elle me répondait que non. Je n'arrivais pas à dormir, j'étais inquiète et j'avais peur de me réveiller un jour pour découvrir que ma mère avait disparu. Ces pensées me troublaient. J'ai pris mon courage à deux mains et j'ai demandé à ma mère de me dire la vérité. Elle avait peur que je réagisse mal. Nous nous sommes fait un câlin et c'est là que j'ai compris qu'elle avait besoin de mon soutien. »

Mihaela*, 14 ans, à propos de sa mère migrante

« La situation économique est très difficile dans notre pays et, pour subvenir aux besoins de leurs enfants et leur offrir une éducation, plusieurs personnes n'ont d'autre choix que de partir travailler à l'étranger. Nous ne pouvons pas empêcher la migration. Toutefois, l'atelier m'a fait comprendre que, avant de partir à l'étranger, les parents se doivent d'avoir une discussion franche avec leurs enfants pour connaître leur opinion. Nous devons les préparer sur le plan émotionnel. Mon mari travaille à l'étranger et je vais l'encourager à parler plus souvent avec notre fils. »

Veronica*, mère d'un garçon de 10 ans

Mihaela et Veronica ont participé à nos activités psychosociales de groupe en Moldavie. Le programme aide les enfants à comprendre les causes et les effets de la migration et leur permet de mieux composer avec les troubles émotionnels provoqués par l'absence de leurs parents. Les ateliers comptaient notamment des séances sur la communication positive durant lesquelles les parents ont appris à écouter leurs enfants, à comprendre leurs besoins et à créer un climat de confiance dans lequel les enfants peuvent grandir malgré les difficultés.



216'000

enfants protégés
contre l'exploitation

20

pays d'intervention

16'000

personnes formées
à la protection des
enfants

Plus de 85 millions de filles et de garçons dans le monde sont impliqués dans les pires formes d'exploitation par le travail et se retrouvent confrontés à des dangers et des dommages psychiques, physiques et sociaux. Le travail des enfants est une problématique étroitement liée à la pauvreté. Les enfants travaillent pour leur survie et celle de leurs familles.

En 2016, grâce à 28 projets en Asie, en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient, Tdh a réussi à protéger 216'000 enfants victimes d'exploitation, ou risquant de l'être. Nos projets ciblent le travail domestique, l'exploitation

sexuelle et l'exploitation dans les petites entreprises artisanales. De nombreux enfants se retrouvent exploités après avoir quitté leur domicile pour chercher de meilleures conditions de vie.

Améliorer les revenus des familles pour garder les enfants à l'école

En Egypte, nous avons amélioré les conditions de vie de nombreuses familles vulnérables en les encourageant à créer des petits projets lucratifs, leur permettant d'augmenter leurs revenus et ainsi de payer les frais scolaires de leurs enfants. Grâce à des formations d'entrepreneuriat et l'accompagnement de Terre des hommes, près de 2000 mères à Assiout ont été sensibilisées à l'importance de l'éducation des enfants et aux dangers de l'exploitation.

Conjointement avec la Direction de l'Education à Assiout et Qena, nous avons formé plus de 1500 professeurs aux méthodes d'apprentissage actives dont le but est d'éviter le décrochage scolaire. Nous avons également contribué à augmenter le taux d'inscription des élèves à Assiout et Luxor (4000 élèves au total) en leur distribuant des repas journaliers ainsi qu'en offrant une portion alimentaire mensuelle aux familles dont les enfants sont scolarisés.

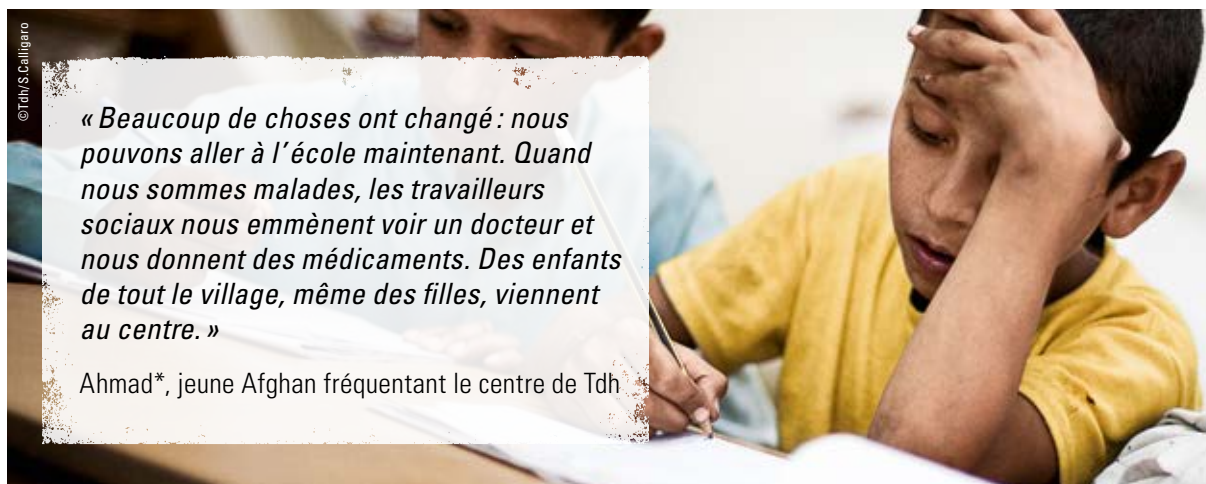
Enfin, nos équipes ont organisé plusieurs séminaires afin d'informer 1240 personnes de la communauté sur les

dangers de l'exploitation, les droits de l'enfant et les lois égyptiennes relatives à la protection des enfants.

Un centre d'accueil Tdh remis à la communauté

Fin 2016, Terre des hommes a remis à des organisations locales son centre pour enfants situé à Torkham, une ville à l'est de l'Afghanistan. Dans cette région à la frontière pakistanaise, de très nombreux enfants doivent travailler pour subvenir aux besoins de leurs familles. Depuis 2006, en collaboration avec des ONG locales, nous avons pro-

tégé ces enfants en leur offrant des activités éducatives et récréatives ainsi que du soutien psychologique dans un centre qui leur est dédié. En outre, des négociations avec la Direction de l'Éducation ont permis d'ouvrir quatre nouvelles écoles à Torkham, permettant à 360 enfants du centre de reprendre le chemin de l'école.



L'éducation, une lueur d'espoir pour les enfants exploités de Gaza

En Palestine, nos équipes ont offert aux enfants exploités un soutien individuel et adapté à chacun. En 2016, près de 550 enfants travailleurs non scolarisés ont ainsi bénéficié d'un soutien psychologique, de repas équilibrés et d'activités récréatives, et ont eu la possibilité d'intégrer des classes de rattrapage scolaire. 300 autres enfants identifiés durant les années précédentes ont continué à fréquenter nos trois centres de protection.

En 2016, 35 enfants ont pu être réintégrés à l'école et 146 ont pu suivre un apprentissage professionnel. Ils ont reçu notamment des uniformes et fournitures scolaires ainsi qu'un accès aux transports. De plus, 105 personnes, dont une grande majorité de femmes, ont participé à des ateliers de sensibilisation sur l'importance de réduire l'exploitation des enfants par le travail dans la bande de Gaza.

Notre défi : réduire l'exploitation des enfants dans les chaînes d'approvisionnement

Nous souhaitons augmenter notre impact en collaborant avec des entreprises multinationales pour réduire l'exploitation des enfants par le travail et améliorer leurs conditions sociales. En 2016, nous avons débuté nos recherches et eu des premiers contacts avec des entreprises actives dans le secteur de l'agriculture en Afrique et celui de l'habillement au Myanmar.

Briqueteries au Népal : Un code de conduite pour le respect des enfants travailleurs

La fumée qui s'échappe des briqueteries pollue gravement Katmandou. Dans chaque fabrique, cinq à six cents personnes travaillent jusqu'à quinze heures par jour, sept jours sur sept. Les familles vivent sur place dans de mauvaises conditions sanitaires. Notre enquête a montré que 20% des forces de travail sont des enfants de moins de 16 ans.

Au Népal, l'exode rural est très important. La sécheresse, les inondations et l'érosion des sols affectent les récoltes et rendent les conditions de vie dans les villages reculés difficiles. Ainsi, des familles entières migrent vers la capitale pour trouver du travail. Le tremblement de terre de 2015 a également accéléré ce phénomène. Actuellement, plusieurs centaines de briqueteries artisanales sont implantées dans les alentours de Katmandou. On estime à près de 28'000 le nombre d'enfants qui y travaillent. Ils sont employés pour mouler la terre glaise, retourner les briques séchées et les empiler. D'autres cuisinent et livrent la nourriture aux travailleurs ou encore conduisent les ânes qui transportent les briques vers les chantiers. Ces enfants ne vont pas à l'école et grandissent sans éducation. Ils souffrent de problèmes respiratoires à cause de la poussière et de la fumée.

Terre des hommes, active dans ce secteur depuis 2010, vise l'amélioration des conditions de vie et de travail des enfants. Dans les six briqueteries où nous intervenons, les conditions se sont nettement améliorées. Les propriétaires ont notamment signé un code de conduite qui exclut le travail des enfants de moins de 16 ans. Ils s'en-

gagent aussi à ce que tous les travailleurs, en particulier les femmes enceintes et les enfants, soient examinés au moins une fois par an par un médecin et qu'ils aient accès à de l'eau potable et à des sanitaires. Nous avons aménagé dans les briqueteries des toilettes pour 3600 personnes et fourni de l'eau potable à 4700 personnes. Les propriétaires s'engagent également à scolariser les enfants vivant dans les briqueteries. En 2016, nous avons soutenu 100 enfants individuellement (fourniture de matériel scolaire et soins médicaux). Plus de 2000 personnes ont participé à des sessions de sensibilisation à l'hygiène. 500 jeunes mères et femmes enceintes ont suivi des formations sur la santé, la nutrition et l'allaitement. Deux cliniques mobiles ont permis de soigner 385 personnes.

Pour endiguer l'exode rural saisonnier qui mène les familles à la capitale, nous planifions d'intervenir directement dans les villages reculés d'où sont originaires les familles et de renforcer les mécanismes de protection existants (notamment la sensibilisation des enseignants) afin de prévenir une migration préjudiciable aux enfants.



« Cela fait huit ou neuf ans que nous venons en famille pour travailler durant les six mois d'hiver. J'ai dû arrêter l'école, il y a cinq ans, car je n'arrivais pas à rattraper mon retard scolaire à mon retour au village. Ici, je fabrique entre 700 et 800 briques par jour et je reçois une roupie (1 centime) par brique moulée. J'espère pouvoir financer la reconstruction de notre maison détruite par le tremblement de terre.

Je participe au club d'enfants de la briqueterie et j'y ai appris que j'avais des droits qui doivent être respectés. J'ai pu me faire soigner dans la clinique mobile. La travailleuse sociale nous a aussi informés sur la santé sexuelle et l'hygiène. Des toilettes ont été construites, ce qui me simplifie grandement la vie. Nous avons aussi accès à de l'eau potable depuis l'installation de filtres. Mon frère, 13 ans, peut se rendre dans le centre d'éducation informelle durant quatre heures par jour.

Aujourd'hui, je me sens surtout plus sûre de moi. Je veux apprendre la couture pour pouvoir exercer ce métier dans mon village et ne plus dépendre de ce travail saisonnier. »

Binita, 17 ans, vit avec son père malade et son jeune frère dans une hutte de la briqueterie de Jhyauli.*



21'000

enfants en conflit avec la loi soutenus et accompagnés

16

pays d'intervention

15'000

professionnels de la justice formés

Alors que dans le domaine de la justice juvénile, certains gouvernements reviennent à des méthodes plus répressives, nombre d'entre eux reconnaissent les bénéfices de la justice restauratrice : une justice qui donne aux enfants l'opportunité de réintégrer la société plutôt que de les placer en détention. Ces Etats nous sollicitent régulièrement pour être conseillés.

Depuis une vingtaine d'années, Terre des hommes se bat pour que les systèmes de justice soient respectueux des droits de l'enfant. En 2016, nous avons offert un soutien juridique, médical, psychologique et éducatif à 21'000 enfants et organisé des formations continues

pour 15'000 professionnels de la justice en Afrique, en Amérique latine, en Europe de l'Est et au Moyen-Orient. Notre programme de justice restauratrice a contribué à donner une seconde chance à des milliers d'enfants en conflit avec la loi.

Alternatives à la prison pour les enfants burundais en conflit avec la loi

Au Burundi, les résultats de notre coopération étroite avec le gouvernement sont très encourageants. En 2016, les enfants placés en garde à vue ont bénéficié de mesures alternatives à la prison dans plus de 50% des cas. Nous avons contribué à augmenter l'âge de la responsabilité pénale de 13 à 15 ans. La durée de détention préventive a pu être réduite progressivement de

deux tiers en l'espace de quatre ans : de douze mois en 2013, elle est passée à quatre mois en 2016. En outre, les audiences pour enfants se font systématiquement à huis clos et les enfants ne sont plus enfermés avec des adultes depuis la création d'un centre de réinsertion adapté aux enfants.

Nouvelle loi pour protéger les enfants palestiniens

En Palestine, notre travail de sensibilisation auprès des autorités depuis cinq ans a permis d'aboutir à une nouvelle loi pénale qui favorise une justice restauratrice plutôt que punitive et préserve ainsi les droits fondamentaux des enfants. Les jeunes détenus pour des infractions mineures

(comme le vol simple par exemple) peuvent dès cette année bénéficier de mesures éducatives en remplacement de la prison. Ils ont ainsi l'espoir d'être réinsérés dans la société et de pouvoir suivre une formation professionnelle en dehors d'un centre de détention.



Khaled*, 16 ans, a été emprisonné pour le vol de deux jerricans d'eau à son employeur qui refusait de le payer. La police lui a fait signer un papier, alors qu'il ne sait pas lire. Les démarches que nous avons entreprises depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi en Palestine ont permis de faire libérer Khaled. Après cinq mois de détention, il a bénéficié d'une libération et entrepris une formation de carrossier.

Soins médicaux pour les enfants égyptiens en détention

Pour la première fois en 2016, les enfants du centre de détention à Assiout (Egypte) ont bénéficié d'une visite médicale. En collaboration avec le ministère de la Santé, nous nous sommes mobilisés pour que les enfants reçoivent des soins médicaux gratuits. En avril et en décembre, des médecins spécialisés en dermatologie, oto-rhino-laryngologie (ORL) et en médecine interne ont ausculté 66 enfants du centre de détention, âgés de 11

à 18 ans. Nombre d'entre eux souffraient d'anémie et d'affectations de la peau. Notre mobilisation pour l'accès à la santé fait partie de plusieurs projets menés en Egypte afin de soutenir les enfants pris dans le système judiciaire. Notre équipe offre en outre une aide à leur réintégration dans la société et fait la promotion des standards en matière de protection de l'enfance auprès des acteurs de la justice pour enfants.

Recherche sur la justice coutumière

En 2016, nous avons mené une recherche sur la justice coutumière au Moyen-Orient. Plus de 80% des litiges sont résolus par ce biais dans cette région du monde. La justice coutumière – plus accessible, plus rapide et mieux connue dans les villages – met l'accent sur la réconciliation et apporte une compensation à la victime afin que son honneur soit rétabli. Notre recherche menée en Egypte et en Palestine a montré que nous pouvons

faire diminuer la discrimination envers les filles et les traitements dégradants dont sont parfois victimes les enfants. Par ailleurs, la rencontre régulière avec les acteurs du droit coutumier dans le cadre de notre recherche a permis de les sensibiliser et ainsi d'augmenter le taux de participation des enfants à la résolution de conflit. Dans les lieux de notre enquête en Egypte, ce taux a augmenté de 25 à 75% en l'espace de deux ans.

La médiation, une arme efficace pour lutter contre la violence au Brésil

Au Brésil, les enfants grandissent dans un environnement où la violence, la drogue et les gangs font partie du quotidien. En 25 ans, le nombre d'homicides par armes à feu a augmenté de plus de 600%. Ce pays compte aujourd'hui 21 des 50 villes les plus dangereuses au monde. Terre des hommes y promeut des solutions pacifiques et une justice restauratrice pour sortir les jeunes du cercle vicieux de la criminalité ou préférentiellement pour qu'ils n'y entrent jamais.

Pour endiguer et prévenir le phénomène de violence, nous intervenons dans les écoles publiques et enseignons aux instituteurs et à leurs élèves les techniques de résolution de conflit et le dialogue constructif. L'année passée, 30'000 enfants et adolescents de quatre écoles de Fortaleza et 35 écoles des régions de Rio Grande do Norte et Rio Grande do Sul ont bénéficié de nos formations aux techniques de médiation. *« Lorsque la médiation est bien faite, on oublie presque qu'il s'agit d'une technique de résolution de conflit. Cela devient presque normal ! »*, explique le directeur d'une des écoles participant au projet.

Nous avons mesuré une réduction de la violence dans toutes les écoles qui participent à ce projet depuis le début de notre intervention il y a trois ans. Dans l'école primaire « Osires Pontes » de Fortaleza, nous avons en-

registré 78% de cas de violence en moins entre 2013 et 2016. Lorsqu'un cas de harcèlement ou de violence physique est rapporté, l'instituteur en charge de la résolution de conflit réunit toutes les personnes impliquées dans une même pièce: on appelle cela le cercle de médiation. *« Chaque élève donne sa version des faits »*, explique Vanessa, victime de harcèlement à l'école et sur les réseaux sociaux. *« J'ai pu dire que j'avais peur de venir à l'école. »* Le fait d'entendre les souffrances de la victime a amené les autres écolières à comprendre et s'excuser pour ce qu'elles lui ont fait endurer. Elles se sont aussi engagées à supprimer les fausses informations publiées en ligne sous un faux profil. Ce cercle de médiation a permis de trouver un terrain d'entente plutôt que d'expulser ces élèves de l'école ou même de les dénoncer à la police pour ces actes graves.

La médiation dans le processus pénal

Lorsque l'adolescent a affaire à la justice, la médiation entre ce dernier et la victime est aussi utilisée pour restaurer le lien rompu. En 2016, plus de mille adolescents en conflit avec la loi ont bénéficié de l'approche restauratrice dans le cadre de notre projet de justice pour enfants. La justice juvénile restauratrice n'est pas un simple laissez-passer pour faire sortir de prison des jeunes ayant

commis des infractions. Cette approche exige bien plus des jeunes: ils doivent assumer la responsabilité de leurs actes pour pouvoir à nouveau faire partie de la société. Le travail d'intérêt général est préféré à l'incarcération, car les jeunes ont ainsi l'occasion de réparer leurs actes tout en rendant service à la communauté.

La justice restauratrice: une approche gagnante pour tous

La prévention



Pour 1 franc investi dans la prévention, on en économise sept sur le coût des conséquences de la criminalité et de la violence.

La médiation



Plus de 80% de satisfaction des victimes lors d'une médiation victime-auteur, contre moins de 60% dans les processus classiques (Etats-Unis et Canada).

Sources: études Kaye L. McLaren 2010 / Umbreit, Coates, Vos, 2003



Une miss à l'écoute des jeunes filles en prison

« Lors de ma visite au Brésil, je me suis entretenue avec des filles en prison. Certaines m'ont raconté comme elles ont grandi dans un climat de violence et d'insécurité, où il n'est ni question de respect ni d'écoute. Elles nous ont confié leur espoir de changer et leur envie de trouver un travail. »

Lauriane Sallin, Miss Suisse 2015



Santé mère-enfant



800'000

enfants soignés
en 2016

17

pays d'intervention

9000

personnels de
santé formés

En 25 ans, la mortalité chez les enfants de moins de cinq ans a été réduite de moitié dans le monde. Un résultat encourageant qui démontre l'efficacité des efforts et des innovations en matière de santé portés par l'OMS, les gouvernements et les ONG locales et internationales. Pourtant, près de six millions d'enfants meurent encore chaque année – soit plus de 16'000 par jour – avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans, dont 45% durant les 28 premiers jours de vie.

En 2016, 2 millions d'enfants et leurs proches ont bénéficié du travail de Terre des hommes dans le domaine de la santé. Nous intervenons dans 17 pays en Asie et en

Afrique de l'Ouest, en concentrant nos efforts sur les enfants de moins de cinq ans, et plus particulièrement sur les 1000 premiers jours de vie.

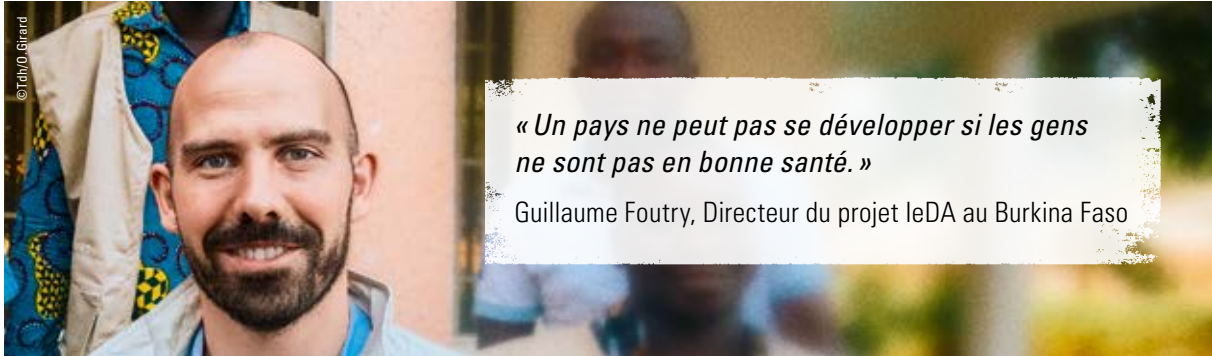
Permettre l'accès aux soins à tous les enfants

En Afrique et en Asie, la plupart des enfants meurent de maladies curables ou évitables en raison d'un manque d'accès aux soins. Nos équipes s'engagent pour améliorer l'accès et la couverture des soins médicaux pour les enfants, les nouveau-nés et leurs mères. Au total, 800'000 enfants ont reçu des soins médicaux.

Au Burkina Faso, grâce à notre projet leDA^[1] (voir page 27), nous avons significativement amélioré la qualité des

diagnostics et enregistré plus de 650'000 consultations de fin 2014 à fin 2016. Au Bangladesh, près de 12'000 enfants ont été traités contre la malnutrition et diverses maladies de l'enfance dans les centres de nutrition spécialisés et cliniques communautaires que nous soutenons.

^[1] leDA : Integrated e-Diagnostic Approach



« Un pays ne peut pas se développer si les gens ne sont pas en bonne santé. »

Guillaume Foutry, Directeur du projet leDA au Burkina Faso

Plutôt prévenir que guérir

L'amélioration de la qualité de l'eau et de l'hygiène pourrait éviter 58% des décès dus à la diarrhée chez les enfants de moins de cinq ans. Pour diminuer les risques de maladies liées à l'eau et à l'hygiène, nos spécialistes ont permis à plus de 330'000 personnes d'accéder à de l'eau potable dans les écoles, les communautés et les centres de santé de neuf pays en 2016. Plus de 3500 toilettes utilisées par 22'000 personnes ont été construites en 2016. Nous avons également installé 300 puits résistants aux inondations au Kurigram, une région du nord du Bangladesh.

Pour combattre la malnutrition endémique, nous sensibilisons les familles à l'importance d'un allaitement maternel exclusif durant les six premiers mois après la naissance, ainsi que d'une alimentation saine et équilibrée pour les jeunes enfants et les femmes enceintes. Les communautés sont également informées sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène, de vaccinations et de recours aux soins immédiats. En 2016, nos équipes ont sensibilisé près de 800'000 personnes, principalement au Bangladesh, au Burkina Faso, en Afghanistan, au Bénin, en Guinée, au Mali et en Mauritanie.

Former le personnel médical à une meilleure prise en charge des patients

Grâce aux formations continues, nous renforçons les services de santé des pays où nous sommes présents et élevons le niveau de compétences du personnel médical. En 2016, plus de 9000 infirmiers, sages-femmes, aides-soignants ont participé à une formation. En Afghanistan, depuis plus de vingt ans, nous participons à la formation continue de sages-femmes qui travaillent avec des familles déplacées à Kaboul. En 2016, les sages-femmes ont suivi vingt jours de formation sur la protection de l'enfance, le suivi psychosocial et les dernières techniques médicales dans le domaine de la santé mère-enfant.

Au Mali, une équipe itinérante formée d'un médecin et d'une sage-femme se rend dans les centres de santé du district de Macina. A l'aide de matériel pédagogique et d'un kit de réanimation, ils forment le personnel aux gestes essentiels qui permettent de sauver des vies lors de l'accouchement, par exemple en cas d'hémorragie de la mère ou d'asphyxie du nouveau-né. La formation est basée sur l'exercice de cas pratiques et la simulation. Depuis octobre 2016, les sages-femmes de Macina ont sauvé 18 bébés grâce aux gestes qu'elles ont appris.

Santé en situation d'urgence : une formation Terre des hommes

La première édition du Certificate of Advanced Studies (CAS) en santé materno-infantile dans les crises humanitaires a remporté un vif succès. Les dix premiers diplômés – trois médecins, trois sages-femmes et quatre infirmières – ont fini leur formation en novembre 2016. Ce certificat créé en partenariat avec l'HESAV (Haute école en santé du Canton de Vaud) est destiné aux médecins, infirmiers et sages-femmes intéressés à exercer dans des contextes d'urgence et de crises humanitaires. Il comprend 130 heures de cours et 200 heures de travail personnel. Une deuxième édition est programmée pour la rentrée d'automne 2017.

La gratuité des soins, une victoire pour les enfants du Burkina Faso

Rendre les soins gratuits pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes, c'est le pari que nous avons gagné au Burkina Faso. Après huit ans de plaidoyer et de travail auprès du gouvernement, le Conseil des Ministres a signé au printemps 2016 une nouvelle loi dans ce sens.

Au Burkina Faso, la mortalité infantile et maternelle est l'une des plus élevées au monde. 100'000 enfants de moins de cinq ans meurent chaque année (un taux 22 fois plus élevé qu'en Suisse), la plupart du temps parce qu'ils n'ont pas accès aux traitements adéquats, la famille ne pouvant pas payer les frais médicaux. La moitié de la population burkinabè vit avec moins de 50 centimes par jour, alors qu'une consultation médicale coûte 1,5 franc en moyenne.

Depuis la nouvelle loi assurant la gratuité des soins, les enfants et les femmes enceintes consultent davantage et plus tôt, ce qui permet d'offrir une meilleure prise en charge et de réduire le taux de mortalité et de morbidité. Cette mesure devrait doubler la fréquentation des centres de santé.

Un projet pilote qui a porté ses fruits

En 2008, Tdh a lancé un projet pilote de gratuité des soins pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes dans deux districts sanitaires du Burkina Faso : Tougan et Séguénéga. Au vu des résultats très encourageants, nos équipes – en partenariat avec d'autres

ONG – ont porté le projet auprès du gouvernement qui initiait alors un plan de couverture médicale pour l'ensemble de sa population. En étroite collaboration avec le ministère de la Santé burkinabè, nous avons contribué à l'élaboration de la réforme sociale – signée en avril 2016 – garantissant l'exemption de paiement des soins aux enfants de moins de cinq ans et aux femmes enceintes sur l'ensemble du territoire. Suite à cette nouvelle loi, nous avons été mandatés par le gouvernement pour contrôler l'application de la gratuité dans tout le pays, en collaboration avec trois autres organisations.

« La gratuité des soins a sauvé beaucoup d'enfants dans notre village. Par manque de moyens, les parents n'emmenaient pas leurs enfants chez le médecin. Aujourd'hui, cela a changé, »

explique Awa, qui a bénéficié de soins gratuits pour son enfant.

Pour accompagner la réforme sociale en matière de santé, nous avons également assuré la formation de près de 275 infirmiers et médecins de huit districts sanitaires. En effet, l'accès aux soins n'est pas seulement une question de coût mais aussi de qualité de la prise en charge. En 2017 et dans les années à venir, nous continuerons à améliorer les compétences du personnel de santé par la mise en place de formations innovantes et continues.

270'000

enfants soignés au Burkina Faso

2x plus

de consultations depuis la gratuité des soins

275

médecins, infirmiers et aides-soignants formés



leDA : une révolution numérique dans la santé

L'application leDA^[2], intégrée sur une tablette numérique, aide le personnel de santé à diagnostiquer les maladies de l'enfance. Ce qui pouvait être considéré comme une utopie il y a encore quelques années est désormais une réalité pour des milliers d'enfants au Burkina Faso. De fin 2014 à fin 2016, plus de 650'000 consultations ont pu être menées par 1800 infirmiers utilisant la tablette de Terre des hommes dans plus de 270 centres de santé. A la demande du gouvernement burkinabè, nos équipes étendent le projet à d'autres centres de santé, notamment dans la région du Sahel. Au Mali, l'application a été introduite dans un district en 2016, et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, comme la Mauritanie, ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt à développer l'application leDA dans leur système de santé.

Comment une tablette peut tout changer



Aide à identifier des **maladies dangereuses**.



Permet des diagnostics fiables et des **traitements appropriés**.



Assure un suivi dans la durée grâce à l'**enregistrement des dossiers médicaux**.



Permet l'**autoformation du personnel soignant**.

Pour plus d'informations : www.tdh.ch/ieda

^[2] leDA : Integrated e-Diagnostic Approach





Soins spécialisés



255

enfants transférés en Europe pour y subir une chirurgie complexe

94

enfants opérés lors de missions chirurgicales dans leur pays

422

enfants appuyés dans leur réintégration sociale

En 2016, les enfants atteints d'une maladie cardiaque ont fait face à plusieurs défis. En effet, l'accès à des soins de santé appropriés demeure une impossibilité pour bien des familles démunies et la majeure partie des pays de l'Afrique de l'Ouest ne dispose pas des moyens nécessaires pour traiter les cas complexes. Néanmoins, on assiste à une hausse de la qualité des soins spécialisés et du nombre d'enfants guéris, en particulier au Sénégal, au Maroc et au Bénin. Grâce à la formation de praticiens et à l'amélioration des infrastructures dans ces pays, des enfants atteints de malformations cardiaques ont déjà pu être opérés.

✈ Transferts vers l'Europe

En 2016, Terre des hommes a organisé le transfert en Europe (Suisse, Espagne et France) de 255 enfants atteints d'une maladie ou d'une malformation cardiaque qui ne pouvaient pas être soignés dans leur pays. La plupart d'entre eux ont été opérés en Suisse dans l'un de nos trois hôpitaux partenaires de Genève, Lausanne et Berne. A la suite de leur opération, ils ont bénéficié de soins postopératoires à La Maison, le centre de rétablissement pour enfants de Terre des hommes Valais

à Massongex. Les enfants de moins de deux ans ont récupéré à l'hôpital de Genève ou au sein de l'une de nos six familles d'accueil. 660 enfants ont reçu des soins postopératoires et de suivi dans leur pays et nous avons aidé 422 enfants à réintégrer l'école ou à suivre une formation professionnelle. En outre, nous avons offert un soutien économique et social aux enfants les plus vulnérables ainsi qu'à leur famille.

©Tdh

« En 20 ans, j'ai pu observer à quel point les capacités de diagnostic se sont développées plus rapidement que les capacités à soigner les malformations. Nous avons formé un réseau de cardiologues locaux et, de concert avec nos partenaires, nous avons contribué à mettre sur pied un service de chirurgie infantile au Bénin et d'un centre de chirurgie cardiaque au Sénégal. Le défi est maintenant d'améliorer ces services et de former nos homologues pour qu'ils puissent opérer autant d'enfants que possible sur place. »

Dr Carlos Royo est l'un des fondateurs du programme de soins spécialisés de Terre des hommes.



Une chaîne de solidarité

Terre des hommes prend en charge 40 % des transferts médicaux d'enfants vers l'Europe, ce qui en fait le leader européen en la matière. Le succès de ce programme lancé il y a plus de 55 ans est attribuable au soutien de nos bénévoles. En 2016, ces derniers ont offert 4900 heures de leur temps : 71 bénévoles ont accompagné les

enfants dans les hôpitaux et 64 bénévoles leur ont rendu visite durant leur convalescence. Grâce à la collaboration d'Aviation sans frontière, nous avons pu accompagner les enfants lors de leur transfert par avion et, une fois la santé retrouvée, lors du vol retour.

Lancement de notre programme dans de nouveaux pays

Depuis 2016, le Mali fait partie intégrante de notre programme de soins spécialisés. Ainsi, 22 enfants défavorisés dont la maladie du cœur ne pouvait être soignée au Mali ont pu être transportés en Europe pour y subir une chirurgie. En

Guinée, nous avons poursuivi notre programme de soins spécialisés qui avait été interrompu pendant deux ans en raison de la crise du virus Ebola. Les trois premiers enfants guinéens ont atterri en Suisse en décembre 2016.

Renforcement des capacités sur place

Le renforcement des capacités régionales constitue l'une de nos priorités en matière de soins spécialisés. Grâce à l'engagement humanitaire des hôpitaux suisses (CHUV et Inselspital), nous avons réalisé six missions de chirurgie pédiatrique au Maroc, au Bénin et au Sénégal. Là-bas, les chirurgiens suisses, appuyés par des médecins locaux, ont pratiqué des chirurgies sur 94 enfants tout en formant le personnel hospitalier. Ces missions représentent une occasion unique pour les chirurgiens locaux de participer à des opérations complexes et de parfaire leurs connaissances. Grâce au nouveau Centre Cardio-Pédiatrique Cuomo de

Dakar (Sénégal), construit en 2016, nos missions chirurgicales ont pu profiter de meilleures infrastructures pour ainsi garantir la formation continue du personnel de santé et le développement du savoir-faire local. Au Bénin, nous avons fourni au personnel médical du matériel spécialisé qui rend désormais possible l'opération des enfants sur place. Au Maroc, l'année 2016 a été marquée par un changement dans l'évolution des soins de santé locaux grâce à l'accord entre Terre des hommes, l'Inselspital (Berne) et un hôpital de Rabat pour la création d'un centre de chirurgie cardiaque destiné aux enfants.

Prochaines étapes

Nous entendons améliorer les compétences du personnel de santé local en lui offrant la possibilité de suivre des stages dans nos hôpitaux partenaires en Suisse. En mai et juin 2017, cinq employés des services d'urgence du Sénégal profiteront d'une formation aux Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG). Notre principal objectif à long terme est d'augmenter le nombre d'enfants traités dans leur propre pays.



Urgences et crises humanitaires

© Terry O'Grady



285'000

enfants soutenus
dans l'urgence

16

pays d'intervention

25'000

professionnels formés
à la protection de
l'enfance

Selon l'Unicef, près de 250 millions d'enfants vivent dans des pays touchés par des conflits violents. En 2016, 3,2 millions d'Irakiens – dont 65% d'enfants – ont dû fuir les combats. La persistance de la guerre en Syrie et le déplacement forcé des populations dans les pays voisins continuent de semer le chaos dans la vie de milliers d'enfants. En 2016, Terre des hommes a apporté une aide d'urgence à près de 600'000 enfants et proches, tous victimes de conflits ou de catastrophes naturelles.



Offrir une bulle d'air aux enfants réfugiés

Le conflit syrien dure depuis plus de six ans. Pour faire face aux conséquences dévastatrices de la guerre, nous apportons une aide d'urgence aux familles qui ont fui leur foyer, en Syrie et dans les pays voisins : Jordanie, Liban et Egypte. L'année passée, nos équipes sont venues en aide à près de 100'000 réfugiés dans ces trois pays. Nous intervenons dans les camps de réfugiés et dans les communautés hôtes, et avons formé et sensibilisé plus de 30'000 parents et professionnels à la protection de l'enfance. Lors d'ateliers de sensibilisation, nous expliquons les risques du mariage précoce, du travail forcé des enfants et de la violence contre et parmi les enfants. En outre, nous organisons des activités récréatives pour les enfants réfugiés et des

communautés hôtes, comme le sport, le théâtre ou le dessin. Au Liban, 10'000 enfants y ont pris part en 2016. Sur la route des Balkans, nos équipes soutiennent les familles réfugiées en leur fournissant des biens de première nécessité, une aide psychologique d'urgence et de l'information liée à leur statut migratoire. En 2016, nous avons aidé plus de 60'000 réfugiés. En Grèce, nous avons facilité la réintégration des enfants dans le système scolaire. Nos équipes proposent des activités éducatives grâce notamment à la mise en place de six nouvelles bibliothèques dédiées aux enfants. Nous utilisons du matériel innovant : des médiathèques portables qui offrent un accès à internet, ainsi que des activités et des jeux interactifs.

Protéger les enfants malgré des conditions de vie extrêmes

Dans le bidonville de Korogocho, à la périphérie de Nairobi (Kenya), près de 200'000 personnes vivent entassées sur 1,5 km². Terre des hommes y a ouvert un centre de formation et d'accueil. Pour lutter contre les violences, la maltraitance et l'exploitation des enfants, plus de 1000 parents, éducateurs et membres des autorités ont été formés à la protection et aux droits de l'enfant.

Au Soudan du Sud, nous avons apporté une aide à plus de 10'000 enfants affectés par le conflit. A Juba, nos équipes ont fourni un soutien psychologique et social à plus de 7800 enfants. Dans la région de Boma, nous avons

construit et réparé des puits et ainsi facilité l'accès à l'eau potable pour 7000 personnes. Présents dans le sud du pays, nous étendons cette année notre intervention dans l'Etat de l'Unité afin de répondre aux besoins urgents de santé, nutrition et protection.

En Ukraine, nous avons formé en 2016 plus de 1000 personnes – notamment des membres d'ONG locales – à la protection de l'enfance, afin d'apporter un soutien psychologique à près de 30'000 enfants et leurs proches. 136 ludothèques et autres espaces réservés aux enfants ont été équipés de matériel pédagogique.



Se préparer à l'imprévu des catastrophes naturelles

Le tremblement de terre en Equateur (avril 2016) et l'ouragan Matthew en Haïti (octobre 2016) ont durement affecté des populations aux conditions de vie déjà précaires. Notre présence dans les deux pays au moment des événements ainsi que notre expérience en matière d'urgence nous ont permis une grande réactivité. Nos délégations respectives ont pu rapidement évaluer les besoins et organiser l'aide d'urgence dans les zones les plus sinistrées. En Equateur, nous avons distribué des biens de première nécessité à près de 700 familles et réhabilité les systèmes d'approvisionnement en eau. En Haïti, plus de 2300 enfants ont pu bénéficier d'un soutien psychologique et 9000 personnes ont reçu du matériel d'urgence.

Entre juin et septembre 2016 – période de mousson – l'Inde a été touchée par de violentes inondations. Des kits contenant du matériel d'urgence ont été distribués à 1100 familles. 1500 enfants ont également reçu des fournitures scolaires pour pouvoir continuer à suivre les cours. Afin d'assurer aux personnes affectées un accès à l'eau potable et éviter la transmission de maladies, nos équipes ont assaini et désinfecté plus de 500 pompes à eau et ont sensibilisé plus de 77'000 habitants aux bonnes pratiques en matière d'hygiène. Des puits ont été surélevés pour fournir de l'eau à plus de 2000 familles lors d'inondations futures.

Porter secours aux enfants irakiens

En 2016 et cette année encore, des millions de familles ont fui les régions contrôlées par l'Etat islamique et la violence des combats en Irak. Présents dans le pays depuis 2014, nous sommes la première ONG internationale à avoir fourni une aide humanitaire d'urgence au sud puis à l'ouest de Mossoul, dans des zones très difficiles d'accès.

3,2 millions de personnes – dont 65% d'enfants – ont fui les violences des combats perpétrés par l'Etat islamique. En quittant leur maison, leur ville, leurs terres, ces familles ont tout perdu. Nous leur avons apporté une aide d'urgence pour répondre à leurs besoins prioritaires.

Afin de surmonter l'hiver et ses températures particulièrement froides dans le nord du pays, nous avons fourni des abris et du matériel de première nécessité (couvertures, chauffages, kérosène, matelas, outils et

ustensiles de cuisine) à près de 14'000 familles. Nous avons également permis l'accès à l'eau potable à plus de 140'000 personnes en acheminant l'eau par camion-citerne ou en réhabilitant les installations de traitement de l'eau. Pour améliorer les conditions d'hygiène des familles déplacées, nous avons construit des douches et des sanitaires et mis en place un système de gestion des déchets à Tooz et Tikrit. Des kits d'hygiène contenant des couches pour bébé, du savon, des linges et autres articles d'hygiène ont été distribués.

Un déploiement d'urgence sans précédent

En 2016, malgré des conditions d'intervention particulièrement dangereuses, nous avons réussi à soutenir près de 400'000 personnes victimes du conflit en Irak. Nos équipes locales travaillent en collaboration avec les autorités, les milices et les factions, ce qui permet d'assurer la protection de notre staff tout en étant bien acceptés par la population dans les régions où nous travaillons. Nous sommes également très bien renseignés sur la géographie des lieux, ce qui nous permet d'anticiper les mouvements de population et ainsi de répondre aux besoins les plus urgents des familles déplacées. *« Nous sommes parvenus à nous positionner dans des zones où nous étions les seuls, là où les autres ONG ne*

voulaient pas aller », rapporte Steve Ringel, responsable des opérations d'urgence. Une action de telle envergure en contexte de crise humanitaire est sans précédent dans l'histoire de Terre des hommes.

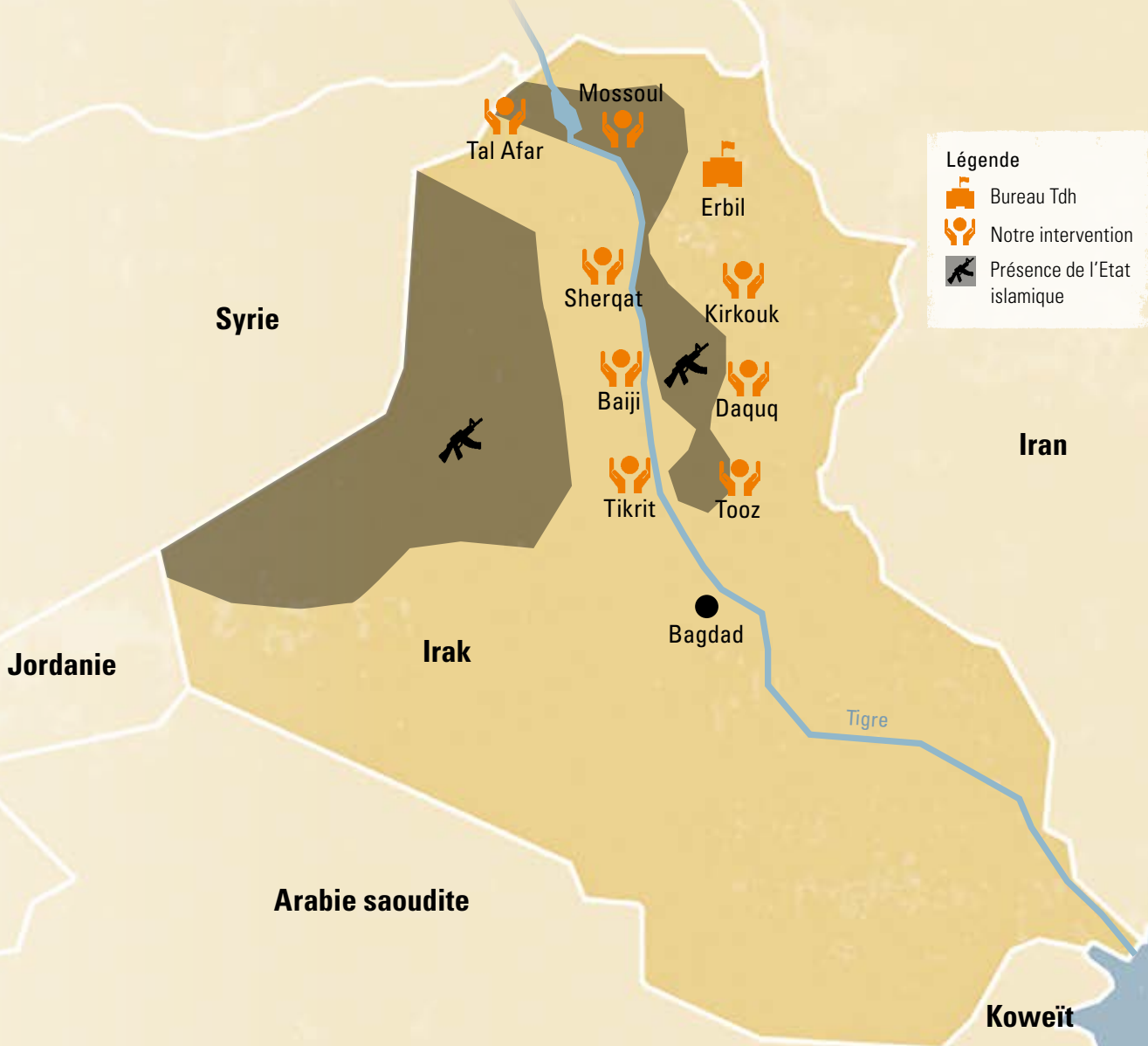
Nous avons formé plus de 150 travailleurs sociaux à la protection de l'enfance et au soutien psychosocial en contexte d'urgence. Avec eux, nous avons mis en place des activités récréatives, comme le sport, le chant et le dessin, pour aider près de 42'000 enfants irakiens à surmonter les traumatismes de la guerre et oublier un instant les atrocités dont ils ont été les témoins.



En tant que chef d'équipe, Fady Shamon gère le contact avec les autorités de Kirkouk, explore de nouveaux lieux où nous pourrions recueillir les familles déplacées et travaille directement avec les enfants sur le terrain.

Au plus près de la ligne de front

Actifs depuis le début du conflit dans le Kurdistan irakien, nous avons rapidement étendu nos activités aux zones où les besoins des enfants étaient les plus grands et l'aide humanitaire absente. Grâce à notre bonne relation avec les autorités et la population locale, nous travaillons désormais dans les régions proches de la ligne de front, afin de pouvoir recueillir au plus vite les habitants qui réussissent à s'enfuir.



42'000

enfants soutenus
en 2016

15'000

kits d'hygiène
distribués à Tikrit
et Baiji

1500

enfants ont
bénéficié d'activités
pédagogiques
à Sherqat


142

 enfants étaient en
détention administrative
en 2015, en Suisse

3

 interpellations ont été
déposées au Parlement

22'000

 familles ont été
expulsées de leur
logement à Rio

Terre des hommes s'engage sans relâche, en Suisse et au niveau international, en faveur des droits de l'enfant. En 2016, notre priorité a porté sur la protection des enfants migrants non accompagnés en Suisse. Certains d'entre eux, en raison de leur statut migratoire, sont placés en détention et voient leurs droits restreints. Nous avons également défendu les droits de l'enfant dans le cadre des Jeux olympiques et d'autres grands événements sportifs.

La détention administrative des enfants migrants non accompagnés

Même en Suisse, les droits des enfants migrants non accompagnés sont souvent bafoués. En collaboration avec l'organisation Global Detention Project, nous avons réalisé une étude^[3] qui montre que la détention d'enfants, pour des motifs liés à l'immigration ou à l'asile, est largement répandue. En 2015, 142 mineurs étaient en détention administrative dans le pays^[4]. Cette pratique n'est jamais dans le meilleur intérêt de l'enfant. Certains cantons nous ont par ailleurs refusé, à plusieurs reprises, l'accès aux données concernant les enfants détenus.

Tdh a présenté les conclusions de son enquête lors d'un séminaire au Parlement suisse, ainsi qu'au grand public helvétique. Résultat : trois interpellations parlementaires, qui visent notamment à mettre fin à la détention administrative des enfants migrants, ont été déposées. La prochaine étape consistera à recueillir les meilleures pratiques dans les cantons qui ont développé des approches alternatives à la détention administrative, afin d'inspirer les cantons qui recourent encore à cette pratique.

^[3] www.tdh.ch/detention-mineurs-migrants

^[4] Selon les chiffres fournis en avril 2016 par le Secrétariat d'Etat aux migrations



ADEM – Plus forts ensemble

Nous faisons valoir nos préoccupations et nos revendications avec différentes organisations partenaires. A travers l’Alliance pour les droits des enfants migrants (ADEM), nous défendons les intérêts des jeunes migrants en Suisse. L’ADEM plaide en faveur d’une prise en charge et de conditions d’hébergement harmonisées des

migrants mineurs. Outre Tdh, ses membres fondateurs sont la Fondation suisse du Service Social International (SSI) et l’Institut international des droits de l’enfant (IDE). L’Organisation suisse d’aide aux réfugiés (OSAR) a rejoint l’association en 2016.

Destination Unknown – un plaidoyer international en faveur des enfants migrants

Sur le plan international, nous avons défendu les droits des enfants migrants en 2016 à travers la campagne « Destination Unknown », lancée et gérée par la Fédération Internationale Terre des Hommes dont nous sommes membres. L’année dernière, six rapports qui ont trait aux droits des enfants affectés par la migration ont été publiés dans le cadre de cette campagne. En collaboration

avec des experts de l’ONU, des universitaires, des organisations caritatives et d’autres ONG, nous avons adopté neuf principes qui doivent être respectés dans toute activité concernant des enfants migrants ou affectés par la migration. Ces règles visent à sensibiliser les législateurs et les différents défenseurs des droits de l’enfant, afin de mieux protéger les moins de 18 ans.

Protéger les enfants lors des manifestations sportives

Les grands événements sportifs peuvent avoir un impact considérable sur les populations locales, y compris sur les enfants. La campagne « Children Win », menée par la Fédération Internationale Terre des Hommes, incite les grandes organisations à respecter les droits des enfants avant, pendant et après les manifestations. Dans le cadre des Jeux olympiques à Rio de Janeiro en 2016, nous avons recueilli de nombreuses preuves de violation des droits de

l’enfant et de l’homme (expulsions, violences policières, arrestations d’enfants des rues). Ces violations ont été documentées dans un film – primé – et présentées aux journalistes qui ont ensuite relayé l’information dans les médias. Ces derniers ont également reçu un manuel leur indiquant comment respecter les droits de l’enfant dans leur couverture des Jeux olympiques.

Les droits de l’homme dans les statuts de la FIFA

Terre des hommes est en dialogue permanent avec le Comité international olympique (CIO) et la Fédération internationale de football association (FIFA). Elle appelle ces organisations et les pays hôtes à respecter les droits de l’enfant. Avec d’autres ONG, nous avons réussi à ancrer les droits de l’homme dans les nouveaux statuts de

la FIFA – une première. Le CIO a, pour sa part, annoncé vouloir en faire une obligation dans les contrats avec les villes qui accueillent les Jeux. Nous poursuivrons les négociations jusqu’à ce que les organisations transforment leurs paroles en actes.



80'000

heures de travail
bénévole

1,4
million

de francs récoltés par
nos bénévoles

2164

élèves sensibilisés aux
droits de l'enfant

Terre des hommes a lancé deux initiatives inédites auprès des festivaliers du Paléo de Nyon et des écoliers du secondaire. Deux prix pour nos réalisations sur le web et sur les murs des villes suisses ont couronné cette année riche en actions.

Fun et solidarité au Paléo Festival

Au mois de juillet, une quarantaine de bénévoles se sont relayés sur le stand de Terre des hommes au Paléo Festival, à Nyon. Le projet de cette année devait sensibiliser le public suisse à la crise des réfugiés en Europe et au Moyen-Orient. Sur le stand, les festivaliers avaient la possibilité de rédiger une ou deux phrases pour les réfugiés et de se prendre en photo avec leurs messages de soutien. De son côté, notre délégation en Jordanie avait pris en photo les réfugiés avec leurs textes adres-

sés aux jeunes en Suisse. Pour favoriser l'échange entre ces deux cultures, nous avons projeté ces images sur un écran à l'intérieur de notre stand. L'approche ludique de cette thématique grave a permis d'impliquer avec succès les festivaliers auprès des enfants réfugiés. Les jeunes entre 18 et 35 ans se sont montrés les plus réceptifs à notre action. L'ensemble de l'opération a bénéficié d'une belle visibilité sur les réseaux sociaux et a abouti à l'impression de 814 photos.

Des élèves se mettent « dans la peau d'enfants réfugiés »

Entre octobre et décembre, les enseignants du secondaire ont pu accueillir dans leur classe une animatrice formée par Terre des hommes. Cette action s'est déroulée dans le cadre de la journée des droits de l'enfant. Des adolescents se sont mis dans la peau de réfugiés du même âge: quels seraient les objets qu'ils emporteraient s'ils devaient tout laisser derrière eux? Où iraient-ils chercher de l'aide? L'animatrice a situé les zones de conflit sur une carte et a réfléchi avec les élèves aux raisons qui poussent d'autres jeunes à quitter leur ville, leur maison, leur école, leurs amis. « La plupart des ado-

lescents s'imaginent que l'aide humanitaire se borne à acheminer des valises d'argent dans les régions en crise. Dans nos ateliers, ils prennent conscience qu'il existe des projets menés par des spécialistes, formés pour travailler dans des conditions difficiles et qui apportent une aide concrète sur le terrain », rapporte Caroline Hostettler, animatrice pédagogique en Suisse romande. Plus de 500 élèves ont participé à cette animation dans tout le pays. Elle s'inscrit dans une volonté plus large de renforcer les actions de sensibilisation auprès des écoliers suisses. Cette expérience devrait être reconduite en 2017.



Un nouvel ambassadeur auprès des enfants vulnérables

Xavier Colin a rejoint le cercle des ambassadeurs de Terre des hommes fin 2016. Ancien chef de la rubrique internationale à la RTS et ancien présentateur de l'émission de décryptage « Géopolitis », Xavier a exprimé un intérêt particulier pour nos projets dans les régions où sévissent des crises humanitaires. Lisez son article sur les enfants syriens page 8. Nous sommes honorés de pouvoir bénéficier du formidable engagement de cet excellent journaliste qui contribuera à faire rayonner nos projets auprès du public suisse.

Notre ambassadrice Laetitia Guarino, Miss Suisse 2014, s'est rendue en Inde au mois d'août pour rendre compte de nos projets. Son voyage dans la province d'Assam a été relayé en images sur les réseaux sociaux, dans les médias locaux et dans les journaux suisses. Laetitia, qui est aussi étudiante en médecine, s'est fait la porte-parole de nos actions contre la malnutrition et l'exploitation des enfants en Inde.

Une année primée

Notre organisation a été primée à deux reprises en 2016.



Notre film institutionnel a reçu le prix du public du concours Swiss Web dans la catégorie « Corporate Publicité ». Il a été produit et animé par le studio Messieurs.ch, une société vaudoise avec laquelle nous réalisons régulièrement des vidéos sur le terrain.

www.tdh.ch/travailler-chez-terre-des-hommes



Le second prix est le « Poster of the Month », attribué au mois de décembre par la société d'affichage SGA pour notre nouvelle campagne d'image, qui rappelle au public suisse que **Chaque enfant dans le monde a le droit d'être un enfant, tout simplement.**

✓ Gestion des risques



1583

employés
sur le terrain

8

pays d'intervention
à risque en 2016

50%

de réduction des
accidents en deux-roues
depuis 2015

Ouragan en Haïti, conflits armés en Afghanistan, gangs de rue en Colombie. Nous apportons notre aide sur des terrains parfois risqués. Pour assurer aux enfants le soutien dont ils ont besoin, nous devons d'abord garantir la sécurité de nos délégations. L'équipe de gestion des risques y veille.

Des terrains à risque élevé

En 2016, nos équipes sont intervenues en Haïti dans les villages dévastés par l'ouragan Matthew. Nous nous sommes aussi déployés en Irak, où l'offensive sur Mossoul contre l'Etat islamique a engendré un déplacement massif des populations à l'intérieur même du pays (voir page 32). Ces deux contextes très différents ont un point commun : le besoin de sécuriser nos interventions sur place afin

d'assurer le meilleur soutien possible aux enfants. Nous étions présents sur huit terrains particulièrement difficiles en 2016 : Afghanistan, Burundi, Colombie, Haïti (Canaan), Irak, Kenya (Dadaab), Palestine (Gaza) et Soudan du Sud. Sur chacun de ces terrains, nous avons soigneusement évalué les risques et ainsi réduit la probabilité des incidents.

Mesures liées à la sécurité

Les mesures de sécurité concernent les risques liés aux accidents, les problèmes sanitaires ou les catastrophes naturelles. Nous prenons garde à occuper des locaux situés hors des zones inondables, à bâtir des constructions en dur plutôt qu'en préfabriqué et à ne rien louer en hauteur dans les zones sismiques. Nous nous assurons

que toutes les personnes que nous engageons sur le terrain aient accès aux traitements médicaux préventifs nécessaires à leur bonne santé. Nous exigeons un rapport d'incident écrit pour chaque problème rencontré par nos employés sur le terrain. Il permet d'évaluer à la fois les besoins et l'impact des mesures prises dans l'année.

La moto reste le moyen d'accès privilégié aux populations dans de nombreuses régions. Entre 2015 et 2016, nous sommes parvenus à réduire de 50% les accidents de deux-roues. Nous avons rénové notre flotte de motos

et renforcé l'obligation de porter le casque. Des équipements de protection spécifiques sont préconisés sur les routes accidentées, comme au Mali ou au Bangladesh.

Mesures liées à la sûreté

Les mesures de sûreté préviennent tous les actes intentionnels motivés par une volonté de nuire, comme les vols, les attaques à main armée ou les enlèvements. Les intrusions dans nos locaux pour dérober du matériel se sont révélées être les problèmes de sûreté les plus fréquents en 2016. Depuis lors, nous avons formé nos

gardiens à un contrôle encore plus efficace des visiteurs. En Irak et en Afghanistan, deux pays où les risques d'attentats ont augmenté en 2016, nous respectons des procédures strictes lors de chaque déplacement dans nos zones d'intervention.

Une prise de risque responsable

Nous identifions quatre niveaux de risques à partir desquels nous décidons des mesures à prendre pour assurer à nos équipes les meilleures conditions de travail et le plus haut niveau de sécurité possible.

Niveau 1

Situation normale : conditions de travail normales pour le pays, les systèmes de communication fonctionnent.

Niveau 2

Situation tendue : manifestations en ville, augmentation de la criminalité dans les marchés, émeutes. Conséquence : suivi sérieux de la situation.

Niveau 3

Situation dangereuse : climat violent, oppression, violence ciblée sur les ONG ou les ambassades. Conséquences : restriction des activités, réduction du personnel non essentiel. Mise en place de mesures très strictes. Interdiction de sortir des bâtiments de Tdh, déplacements avec chauffeur uniquement.

Niveau 4

Situation extrême : la police ou les forces de l'ordre ont cessé de fonctionner, le pillage est répandu. Conséquences : impossibilité de travailler, fermeture du bureau, maintien d'une cellule de veille.

Zones de conflit

Nous sommes de plus en plus amenés à intervenir dans les zones de conflit. Les contextes d'intervention se complexifient. Avant de déployer nos équipes, nous réalisons une analyse de risque préalable sur le terrain. Dans la mesure du possible, nous nous regroupons avec d'autres ONG dans des quartiers réputés sûrs et échangeons entre nous un maximum d'informations liées à la sécurité. Nous prenons contact avec les ONG spécialisées dans les soins aux blessés afin de savoir où nous adresser en cas d'accident.

Formation interne

En 2016, 30 personnes du siège ont suivi un stage de deux jours sur la gestion d'une crise sévère. Elles ont été sensibilisées aux difficultés à gérer les contacts avec les médias et avec l'entourage d'une victime éventuelle. Des professionnels ont présenté des situations de crises concrètes et expliqué comment réagir auprès des groupes rebelles, des ambassades, des gouvernements ou des organisations internationales. Cette formation a renforcé la capacité du personnel de Terre des hommes à mettre en place une cellule de crise au niveau du siège et du terrain en cas d'incident majeur.



2016 : une année record

3
millions

d'enfants et proches
soutenus

2x plus





































































de bénéficiaires en
cinq ans

38

pays d'intervention

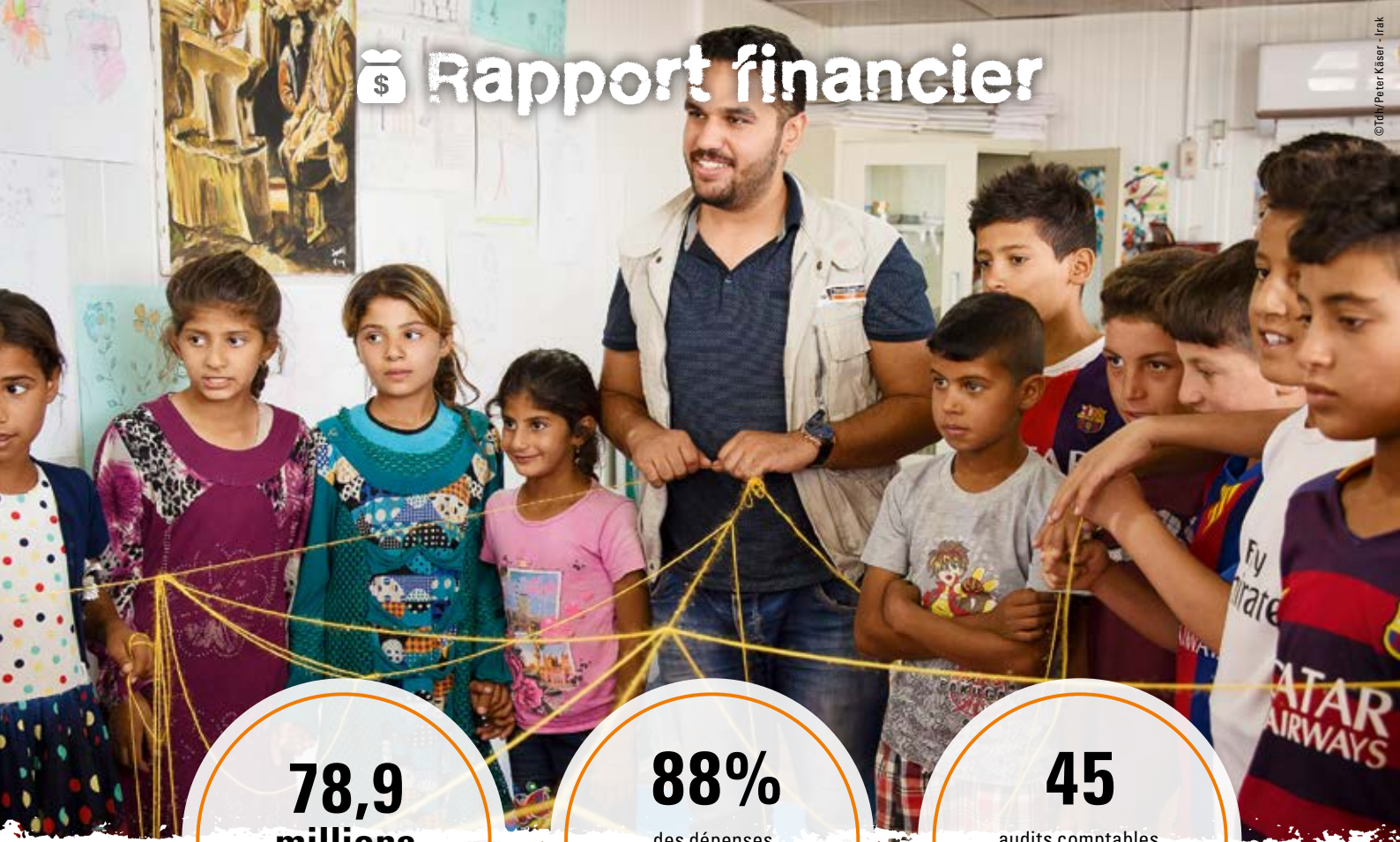
En 2016, Terre des hommes est venue en aide à trois millions de personnes dans le monde, dont un million et demi d'enfants – une première depuis sa création en 1960. A travers une centaine de projets répartis dans 38 pays, nous avons doublé le nombre de nos bénéficiaires en cinq ans. Au total, un million d'enfants ont profité de nos projets en santé, près de 300'000 ont été secourus en situation de crises humanitaires, et 230'000 ont été protégés et accompagnés.

	Migration p.12-15	Protection / Exploitation p.16-19	Justice juvénile p.20-23	Santé / Eau, hygiène et assainissement p.24-27	Soins spécialisés p.28-29	Urgences & crises humanitaires p.30-33	Nombre de bénéficiaires	Nombre d'employés (expatriés et nationaux)	Budget en millier de CHF
Afghanistan	🚶	👤	⚖️	🏥		☀️	112'619	135	2'982
Albanie	🚶	👤		🏥			6'688	25	2'622
Bangladesh		👤		🏥		☀️	628'439	265	2'099
Bénin	🚶	👤		🏥	👶		154'510	24	763
Brésil			⚖️				8'138	14	491
Burkina Faso	🚶	👤	⚖️	🏥			591'365	114	7'000
Burundi			⚖️				26'627	41	650
Colombie			⚖️	🏥		☀️	8'341	27	703

	Migration p.12-15	Protection / Exploitation p.16-19	Justice juvénile p.20-23	Santé / Eau, hygiène et assainissement p.24-27	Soins spécialisés p.28-29	Urgences & crises humanitaires p.30-33	Nombre de bénéficiaires	Nombre d'employés (expatriés et nationaux)	Budget en millier de CHF
Egypte							47'131	46	3'047
Equateur							49'894	8	681
Guinée							107'222	19	2'277
Grèce							61'375*	20	2'100
Haïti							22'416	59	1'008
Hongrie							2'347	11	1'800
Inde							57'883	15	896
Irak							399'041	146	10'000
Jordanie							19'942	68	820
Kenya							44'565	49	2'500
Kosovo							3'622	14	307
Liban							44'851	101	2'200
Mali							193'813	98	2'204
Maroc							439	4	184
Mauritanie							98'695	28	822
Moldavie							25'658	18	795
Myanmar							27'620	34	838
Népal							36'072	28	2'320
Nicaragua							5'753	10	521
Nigéria							79	4	161
Pakistan							40'822	5	484
Palestine							95'207	14	644
Panama							320	5	360
Pérou							2'290	15	644
Roumanie							9'883	14	1'326
Sénégal							401	7	140
Soudan du Sud							12'767	24	1'890
Syrie							1'828	0	400
Togo							91'641	29	676
Ukraine							42'196	45	1'000

*Ce résultat comprend le nombre de personnes soutenues en Grèce mais également dans la région des Balkans, à savoir en Serbie, Macédoine et Bulgarie.

Reportage financier



78,9
millions

de recettes en 2016

88%

des dépenses
sont directement
consacrées aux projets
d'aide à l'enfance

45

audits comptables
réalisés sur le terrain et
en Suisse par des experts
indépendants

L'année 2016 s'inscrit dans la continuité de 2015. Nous avons enregistré des recettes totales de 78,9 millions de francs suisses (CHF) contre CHF 79,8 millions en 2015. Les charges ont augmenté à CHF 83,1 millions par rapport aux CHF 78,4 millions en 2015 (+ 7%).

Nous constatons un déficit d'exploitation de CHF 4,2 millions, dû au renforcement de notre organisation dans le cadre de notre plan stratégique 2016-2020, à un léger recul de nos recettes grand public et des legs, et à une forte dévaluation de la livre égyptienne causant une perte de change importante. Au niveau de l'exercice global, ce déficit est largement compensé par les résultats de nos placements immobiliers et financiers, et particulièrement par une réévaluation comptable réglementaire de notre parc immobilier, à hauteur de CHF 6 millions. Nous gardons donc intacte notre bonne situation de réserves et pouvons poursuivre notre mission d'aide à l'enfance dans nos domaines de compétences stratégiques qui sont la protection, la santé et l'aide humanitaire. 88% des dépenses de la Fondation sont directement consacrées aux projets d'aide à l'enfance dans 38 pays. Nous confirmons la croissance de la Division Aide humanitaire à CHF 12,9 millions, soit une augmentation de 50% du volume d'activité par rapport à 2015, en ligne avec les objectifs de notre plan stratégique.

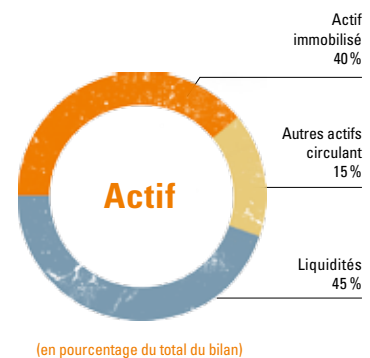
Les charges d'administration générale (Finances, Informatique, Ressources Humaines et Direction) de CHF 4,5 millions représentent 5,3% des dépenses totales. La recherche de fonds et la communication totalisent des charges de CHF 5,6 millions, soit 6,7% des dépenses totales. On obtient ainsi 12% de charges administratives totales, ce qui respecte la limite stratégique de 15% voulue par le Conseil de fondation pour 2016. Un organe de révision indépendant (voir page 52) certifie que les comptes annuels présentés ci-après donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de Tdh, et que les dispositions relatives au label de qualité de la Fondation ZEWO – garantissant l'usage consciencieux des dons – sont respectées.

Thierry Sabaux
Directeur du département Finances, Administration et IT

Bilan consolidé au 31 décembre 2016

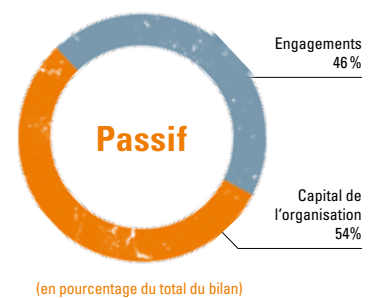
Actif

(en milliers de francs suisses)	Notes	2016	2015
Actif circulant		34'855	34'073
Liquidités	2	26'342	26'534
Titres	3	143	219
Créances	4	3'958	3'301
Financements à recevoir	5	4'339	3'980
Comptes de régularisation actif	6	73	39
Actif immobilisé		23'591	17'508
Immeubles de placement	7	22'440	16'475
Autres immobilisations corporelles	7	701	523
Immobilisations financières	8	247	240
Immobilisations incorporelles	9	203	270
TOTAL		58'447	51'581



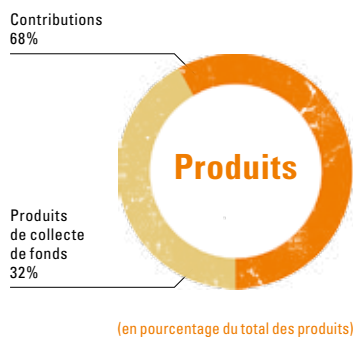
Passif

(en milliers de francs suisses)	Notes	2016	2015
Engagements à court terme		23'250	18'241
Créanciers	10	1'973	2'376
Financements reçus d'avance	11	14'779	9'528
Comptes de régularisation passif	12	3'823	4'095
Provisions à court terme	14	2'675	2'242
Engagements à long terme		3'970	3'250
Dettes à long terme portant intérêt	13	1'300	1'300
Provision à long terme	14	2'670	1'950
Capital de l'organisation		31'227	30'091
Capital versé		5	5
Capital des fonds (fonds affectés)		1'212	1'692
Capital lié	15	2'282	1'664
Capital libre (général)		27'728	26'730
TOTAL		58'447	51'581



Au passif du bilan, la proportion du capital est largement disponible en liquidités en Suisse et sur le terrain et investie dans les immeubles de placement.

Compte de résultat consolidé 2016

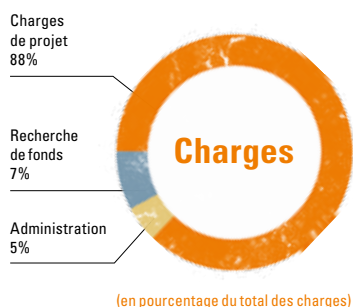


* Terre des hommes International Federation

Produits

(en milliers de francs suisses)	Notes	2016	2015
Collecte grand public		17'832	22'833
Dons périodiques		4'976	4'990
Vente d'oranges et journée des droits de l'enfant		886	916
Actions régionales		738	1'230
Dons non périodiques		1'222	1'103
Marketing Direct		7'770	8'786
Successions et legs		2'241	5'808
Collecte semi-institutionnelle		6'870	5'849
Institutions et fondations		5'227	4'250
Mécénat et entreprises		698	716
Cantons		944	883
Total des produits de collectes de fonds		24'702	28'682
Contributions		53'887	50'925
Mouvements partenaires TDHIF*		2'448	3'236
Chaîne du Bonheur		7'059	8'742
DDC (Confédération Suisse)	20	18'198	16'814
Recettes à l'étranger		15'244	12'967
Etats et organisations étrangers		10'938	9'166
Produits divers		303	193
TOTAL		78'891	79'800
dont Produits libres		14'953	20'180
dont Produits affectés		63'935	59'620

Charges



(en milliers de francs suisses)	Notes	2016	2015
Projets et programmes à l'étranger		69'464	65'116
Projets Afrique de l'Ouest		14'109	15'112
Projets Europe		8'364	7'585
Projets Moyen-Orient et Afrique du Nord		14'481	12'812
Projets Asie		5'689	7'137
Projets Amérique latine		6'103	5'771
Projets Crises humanitaires		12'945	8'555
Fonds innovation et Réserve opérationnelle		535	915
Programmes opérationnels suisses		1'189	1'268
Programmes thématiques		2'093	2'287
Appui aux projets – programmes		3'956	3'676
Réseaux et information		3'379	3'337
TDHIF* et Partenaires		593	537
Information et sensibilisation en Suisse		2'786	2'800
Recherche de fonds et Administration		10'263	10'012
Communication et recherche de fonds		5'670	6'029
Administration		4'593	3'983
TOTAL CHARGES OPÉRATIONNELLES	18	83'106	78'466
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		-4'214	1'334
Résultat financier	16	-178	-407
Produits financiers		76	19
Charges financières		-254	-426
Autres résultats	17	6'731	438
Produits d'immeubles de placement		1'150	1'202
Réévaluation d'immeuble de placement		6'091	-170
Charges d'immeubles de placement		-511	-594
Attribution aux provisions	14	-1'153	-433
Impôts directs		-49	-65
RÉSULTAT ANNUEL avant attribution/prélèvement au capital de l'organisation		1'136	867
(+) Prélèvement aux fonds affectés		480	-2
RÉSULTAT ANNUEL avant attribution au Capital + Réserves		1'616	865
(+) Prélèvement (-) Attribution au capital lié	15	-618	-327
(+) Prélèvement (-) Attribution au capital libre (généré)		-998	-538
RÉSULTAT ANNUEL		0	0

Tableau de flux de trésorerie 2016

(en milliers de francs suisses)	Notes	2016	2015
RESULTAT ANNUEL avant attribution/prélèvement au capital de l'organisation		1'136	867
Amortissements		383	442
Réévaluations		-6'091	170
Immeubles reçus sous forme d'une succession	7	-	-8'219
Augmentation (-) / Diminution (+) Attribution aux provisions		1'153	2'383
Augmentation (-) / Diminution (+) titres		76	-210
Augmentation (-) / Diminution (+) créances		-657	-707
Augmentation (-) / Diminution (+) financements à recevoir		-359	-2'114
Augmentation (-) / Diminution (+) comptes de régularisation actif		-34	475
Augmentation (+) / Diminution (-) créanciers		-403	550
Augmentation (+) / Diminution (-) financements reçus d'avance		5'251	-2'295
Augmentation (+) / Diminution (-) comptes de régularisation passif		-272	493
Flux de fonds provenant de l'activité d'exploitation		183	-8'164
Investissement (-) en immobilisations corporelles	7	-368	-212
Investissement (-) en immobilisations financières	8	-7	-
Desinvestissement (+) d'immobilisations financières		-	29
Investissement (-) en immobilisations incorporelles	9	-	-336
Flux de fonds provenant de l'activité d'investissement		-375	-520
Augmentation des dettes à long terme portant intrêrêt		0	1'300
Flux de fonds provenant de l'activité de financement		0	1'300
AUGMENTATION (+) / DIMINUTION (-) DES LIQUIDITÉS		-192	-7'384
Liquidités au 1 ^{er} janvier		26'534	33'918
Liquidités au 31 décembre		26'342	26'534
AUGMENTATION (+) / DIMINUTION (-) DES LIQUIDITÉS		-192	-7'384

Ce tableau résume les provenances des fonds, en partant du résultat de la Fondation et des variations des postes de bilan qui reflètent les sources et les utilisations des fonds, pour aboutir à la variation de trésorerie.

Tableau de variation des fonds et du capital

(en milliers de francs suisses)	Solde au 31/12/2014	Allocations	Utilisations	Solde au 31/12/2015	Allocations	Utilisations	Solde au 31/12/2016
Capital versé	5	-	-	5	-	-	5
Capital des fonds (fonds affectés)	1'690	3'362	-3'360	1'692	2'490	-2'970	1'212
Réserve Europe de l'Est	-	6	-6	-	11	-11	-
Réserve Moyen Orient	419	149	-252	316	87	-189	214
Réserve Afrique de l'Ouest	113	203	-273	43	183	-205	21
Réserve Asie	-	366	-236	130	127	-127	130
Réserve Amérique Latine	515	149	-374	290	150	-150	290
Réserve Urgence	260	26	-26	260	29	-29	260
Réserve SMI - Nutrition	171	1'807	-1'807	171	1'472	-1'643	-
Réserve Vulnérabilité	-	343	-343	-	258	-258	-
Réserve Trafic & exploitation	-	25	-25	-	43	-43	-
Crise réfugié	-	270	-	270	111	-296	85
Réserve projets hors axe prioritaire	213	18	-18	213	19	-19	213
Capital lié	1'337	391	-64	1'664	730	-112	2'282
Indemnités de fin de contrat	1'337	391	-64	1'664	-	-112	1'552
Risque pour différence de change	-	-	-	-	450	-	450
Tdh UK	-	-	-	-	280	-	280
Capital libres (généré)	26'192	538	-	26'730	998	-	27'728
CAPITAL DE L'ORGANISATION	29'224	4'291	-3'424	30'091	4'218	-3'082	31'227

Annexe aux comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016

Présenté en millier de francs suisses

1/ Principes comptables et de présentation des comptes

a) Généralités

La présentation des comptes consolidés de Terre des hommes – Aide à l'enfance dans le monde – Fondation «Terre des hommes» se base sur le concept global des recommandations de Swiss GAAP RPC (respect du cadre conceptuel, des RPC fondamentales et des autres Swiss GAAP RPC). Cette présentation offre une image conforme à la réalité tant de la situation patrimoniale et financière, que des recettes de l'organisation (true and fair view). Les comptes consolidés sont conformes à la loi suisse, aux prescriptions de la Fondation ZEWO (Bureau central suisse des œuvres de bienfaisance), ainsi qu'aux statuts de la Fondation.

Les comptes consolidés sont basés sur les comptes annuels des entités consolidées au 31 décembre 2016 qui ont été établis selon des principes uniformes. Toutes les entités consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Les comptes consolidés sont préparés selon le principe des coûts historiques (valeurs d'acquisition) et présentés en milliers de francs suisses (KCHF), de ce fait, il se peut que des différences dues aux arrondis soient constatées dans certains totaux.

Les principes de présentation et d'évaluation correspondent à ceux des exercices précédents. Il n'y a pas eu de modification significative dans les hypothèses et dans les estimations sur lesquelles reposent les comptes annuels.

Le Conseil de fondation a approuvé les comptes consolidés de Terre des hommes en sa séance du 9 juin 2017.

b) Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés contiennent les comptes annuels des entités du groupe dans lesquelles Terre des hommes détient directement ou indirectement 50% des droits de vote ou plus (critère du contrôle).

La société immobilière Rumine-Lucinge C. S.A., sise à 1003 Lausanne est intégrée dans les comptes consolidés selon la méthode de l'intégration globale. Cette société est détenue à 100%.

Au cours de l'exercice 2016, le périmètre de consolidation n'a connu aucune modification.

c) Principes de consolidation

Conformément à la méthode de l'intégration globale, les actifs et les passifs sont repris à 100%.

La consolidation des capitaux est effectuée selon la méthode de l'acquisition. A la date de la première consoli-

ation, les actifs et les dettes des filiales nouvellement consolidées sont évalués à la juste valeur. Le goodwill résultant de cette réévaluation (différence entre le coût d'acquisition et les actifs nets repris à la juste valeur) est porté à l'actif et amorti de manière linéaire avec effet sur le résultat sur une période de cinq ans.

Les engagements, créances, charges et produits entre les entités consolidées sont éliminés. Les transactions internes au groupe sont effectuées en principe aux conditions du marché.

d) Conversion des devises étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties aux taux moyens du mois de comptabilisation.

Les avoirs et les engagements en monnaies étrangères du bilan au 31 décembre sont convertis en francs suisses aux taux en vigueur au 31 décembre. Les résultats de ces conversions sont comptabilisés dans le résultat financier.

e) Liquidités

Les avoirs en caisse, sur les comptes postaux, sur les banques au siège et à l'étranger figurent au bilan à leur valeur nominale.

f) Titres

Les titres sont inscrits au bilan à leur valeur de marché à la date de clôture.

Les placements sont effectués conformément au règlement sur les placements de Terre des hommes, d'abord dans le but d'une conservation de la valeur, puis dans celui d'un rendement convenable par rapport à l'état du marché, seules les obligations évaluées double ou triple A sont autorisées. Pour les autres titres provenant de succession, le principe de vente immédiate est adopté, pour autant que les titres puissent être vendus. Les titres non négociables sont provisionnés.

g) Créances et comptes de régularisation actif

Les créances et les comptes de régularisation d'actif sont indiqués à leur valeur nominale, déductions faites des corrections de valeur nécessaires.

h) Immeubles de placement et autres immobilisations corporelles

Les immeubles de placement, figurent au bilan à leur valeur

vénale selon l'estimation établie par un bureau d'expert membre de la chambre suisse d'experts en estimation immobilière. Nous réaliserons une nouvelle estimation tous les 5 ans au minimum.

Les autres immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition, après déduction des amortissements calculés selon la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation usuelles :

Machines, véhicules et matériel	33,33 %
Installation et matériel informatique	33,33 %
Immobilisations à l'étranger (1)	Amortissement direct

1) Terre des hommes utilise du matériel et des véhicules dans le cadre de ses projets conduits à l'étranger ; ce matériel et ces véhicules sont comptabilisés en charges lors de leur acquisition, et ne sont donc pas activés au bilan. Cette situation se justifie du fait de l'instabilité des contextes et des conditions difficiles dans lesquels opère Terre des hommes, qui rendent difficiles la fixation de leur durée d'utilisation, en général courte, et de leur valeur résiduelle.

i) Provisions

Les provisions représentent la valeur de sorties de fonds futures résultant d'événements passés, se produisant sans contre-prestation. Une estimation fiable du montant de la provision peut être effectuée. Ces provisions sont séparées en court terme si l'utilisation est estimée à moins de douze mois, au-delà les provisions sont affectées en long terme.

j) Reconnaissance des produits

Collecte grand public

Les produits provenant des collectes de fonds grand public sont comptabilisés lorsqu'ils sont définitivement acquis par Terre des hommes. Ils sont considérés comme fonds libre, sauf avis contraire de la part du donateur. Les fonds qui n'ont pas été utilisés en fin d'année sont présentés sous la rubrique **capital des fonds** au bilan.

Contrats de financement

Les produits provenant de contrats de financement passés avec des bailleurs de fonds (Gouvernements, Fondations, Cantons, entreprises et autres) sont comptabilisés en produits l'année où sont encourues les dépenses financées.

Les montants reçus pour un projet précis, qui n'ont pas été utilisés à la date de clôture des comptes et qui le seront dans les années à venir et dès lors qu'il existe des stipulations contractuelles spécifiant la possibilité de retourner

cet actif au bailleur, sont enregistrés sous la rubrique des engagements au bilan **« Financements reçus d'avance »**. Les montants non reçus pour un projet précis dont les dépenses financées sont engagées à la date du bilan sont enregistrés sous la rubrique du bilan **« Financements à recevoir »**.

La partie du financement à recevoir pour des contrats de financements signés et couvrant les périodes futures est mentionnée comme **« Actif conditionnel »** dans la note 5. Les engagements budgétaires liés aux contrats de financement sont considérés comme engagements conditionnels.

Legs

Les produits des legs et successions acceptés mais non réalisés sont considérés comme des actifs éventuels. Ils seront comptabilisés comme revenus lorsqu'ils seront effectivement transférés à Terre des hommes, qui acquerra ainsi le contrôle.

Autres produits

Tous les autres produits encaissés sans mention particulière sont comptabilisés en produits non affectés. En cas de non utilisation, le solde est attribué au capital libre (général).

k) Valorisation des gratuités

Les gratuités reçues en prestations et marchandises sont évaluées au prix le plus bas du marché concerné. Les contributions de travail bénévole en Suisse sont évaluées à CHF 25.- l'heure, toutefois ces dernières font l'objet uniquement d'une information dans l'annexe.

l) Impôts

Terre des hommes est soumise à la TVA depuis le 1^{er} janvier 2010, mais exempté d'impôts directs sur le revenu selon décision de décembre 1998. Cette décision n'est soumise à aucune condition. La société Rumine – Lucinge C SA est soumise aux impôts directs. Le taux utilisé est de 29.64%.

m) Reclassements

La direction reclasse certains pays dans le secteur crises humanitaires lors d'une intervention d'urgence dans un contexte où Terre des hommes y est déjà présente. Dès lors le pays en question est sorti de sa zone pour y être mis sous Projets Crises humanitaires durant le temps d'intervention.

Commentaires relatifs aux états financiers

2/ Liquidités

(en milliers de francs suisses)	31/12/2016	31/12/2015
Caisses	28	24
Comptes de chèques postaux	4'965	7'494
Banques	9'354	7'428
Total liquidités Siège	14'348	14'946
Caisses	382	239
Banques	11'613	11'348
Total liquidités à l'étranger	11'995	11'588
	26'342	26'534

3/ Titres

Actions en CHF	3	4
Obligations en CHF	140	215
	143	219

4/ Créances

Débiteurs au Siège	459	355
Débiteurs TVA	2'673	2'241
Débiteurs à l'étranger	826	705
	3'958	3'301

5/ Financements à recevoir

Collecte de fonds des Groupes Bénévoles	59	349
Contributions DDC (Confédération suisse)*	168	140
Bailleurs de fonds	3'502	2'772
Bailleurs de fonds à l'étranger	610	718
	4'339	3'980

* Direction du Développement et de la Coopération.
En 2016, KCHF 35 concernent le contrat Wash Consortium Helvetas (2015 : KCHF 48)

Financements à recevoir (actif conditionnel)

2016	-	24'074
2017	18'216	6'952
2018	6'264	3'976
2019	3'557	737
	28'037	35'739
Exposition en USD	6'037	1'383
Exposition en EUR	11'511	3'340

6/ Comptes de régularisation d'actif

Charges payées d'avance	2	38
Impôts anticipés	71	1
	73	39

7/ Immobilisations corporelles

(en milliers de francs suisses)	Immeubles de placement		Autres Immobilisations corporelles	
	2016	2015	2016	2015
Valeurs comptables nettes au 1^{er} janvier	16'475	8'787	523	325
Valeurs d'acquisition				
Situation au 1 ^{er} janvier	20'978	13'188	3'302	2'830
Entrées	0	0	368	212
Entrées « succession »	0	7'960	-	259
Réévaluation	1'462	-170	126	-
Situation au 31 décembre	22'440	20'978	3'796	3'302
Amortissements cumulés				
Situation au 1 ^{er} janvier	-4'504	-4'402	-2'779	-2'505
Amortissements	-	-102	-316	-273
Réévaluation par annulation d'amortissement	4'504	-	-	-
Situation au 31 décembre	-	-4'504	-3'095	-2'779
Valeurs comptables nettes au 31 décembre	22'440	16'475	701	523

Immeubles de placement

Détail des immeubles de placement	Valeurs comptables nettes au 31/12/2016	Valeurs comptables nettes au 31/12/2015
Le Mont sur Lausanne	8'830	2'865
Chaumière 08, Lausanne	2'780	2'780
Chaumière 12, Lausanne	2'870	2'870
Lucinge 12, Lausanne	7'960	7'960
	22'440	16'475

Autres immobilisations corporelles

Détail des immeubles de placement	Valeurs comptables nettes au 31/12/2016	Valeurs comptables nettes au 31/12/2015
Infrastructure informatique	296	228
Autres immobilisations corporelles	20	36
Actif destiné à la vente*	385	259
	701	523

* Dans le cadre d'une succession, Terre des hommes a hérité le 50% d'un appartement en usufruit. Terre des hommes projette de le vendre au terme de l'usufruit.

8/ Immobilisations financières*

Détail des immobilisations financières	2016	2015
Dépôts et garanties	247	240
	247	240

* Les immobilisations financières sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition en tenant compte des corrections de valeur nécessaires.

9/ Immobilisations incorporelles – Goodwill

(en milliers de francs suisses)

Valeurs comptables nettes au 1 ^{er} janvier	270	0
Valeurs d'acquisition		
Situation au 1 ^{er} janvier	336	0
Entrées	0	0
Entrées « succession »	0	336
Situation au 31 décembre	336	336
Amortissements cumulés		
Situation au 1 ^{er} janvier	-66	0
Amortissements	-67	-66
Réévaluation	0	0
Situation au 31 décembre	-132	-66
Valeurs comptables nettes au 31 décembre	203	270

10/ Créanciers

	31/12/2016	31/12/2015
Créanciers au Siège	1'751	2'189
Créanciers à l'étranger	222	187
	1'973	2'376

11/ Financements reçus d'avance

Financements reçus d'avance DDC (Confédération suisse) *	973	946
Financements reçus d'avance autres bailleurs	11'736	6'874
Financements trop perçus	0	204
Financements reçus d'avance à l'étranger	2'070	1'504
	14'779	9'528

* Direction du Développement et de la Coopération. En 2016, KCHF 172 concernent le contrat Wash Consortium Helvetas (2015 : KCHF 190)

12/ Comptes de régularisation passif

Charges à payer au Siège	1'784	1'652
Produits reçus d'avance	15	13
Délimitation vacances non prises	349	269
Charges à payer à l'étranger	1'675	2'161
	3'823	4'095

13/ Dettes à longs terme portant intérêt

Emprunt hypothécaire – UBS SA	1'300	1'300
	1'300	1'300

Actifs engagés en garantie des dettes de la société ainsi qu'actifs grevés d'une réserve de propriété

Immeuble – Lucinge 12, Lausanne	7'960	7'960
Constitution de gage	1'500	1'500
Cédule en 1 ^{er} rang	1'300	1'300
Cédule en 2 ^e rang	200	200
Utilisation de gages	1'300	1'300

14/ Provisions

A court terme	31/12/2015	Attributions (+) / Prélèvement(-)	31/12/2016
Risque lié à l'assujettissement TVA	2'242	+433	2'675
A long terme	1'950	+720	2'670
Risques d'audit Burkina Faso	280	-280	-
Risques d'audit sur financement institutionnel	0	+1'000	1'000
Provision pour impôt latent sur la réévaluation	1'670	-	1'670
TOTAL PROVISIONS	4'192	1'153	5'345

15/ Capital lié

Indemnités de fin de contrat : Ces réserves sont utilisées pour couvrir les indemnités en faveur du personnel local en cas de fermeture non prévue de projets à l'étranger.

Risque pour différence de change : Ces réserves sont utilisées pour couvrir les différences de changes sur nos liquidités.

Tdh UK : Ces réserves permettent à Tdh UK de lever des fonds auprès des bailleurs institutionnels britanniques.

Risque d'audit sur financement institutionnel : Selon l'estimation faite par le Département des finances, une provision de KCHF 1'000 a été mis en compte pour couvrir le risque lié aux dépenses non éligibles sur nos contrats bailleurs.

Provision TVA : Depuis le 1^{er} janvier 2010, Terre des hommes est assujéti à la TVA. Toutefois les conditions d'assujettissement ne sont pas, à ce jour, défini de manière définitive par l'Administration Fédérale des Contributions (AFC). De ce fait, afin d'éviter tout risque lié à cette soumission, Terre des hommes a décidé de provisionner la totalité de l'impôt préalable

Provision pour impôt latent sur la réévaluation : Il s'agit d'une provision calculée suite à la réévaluation de l'immeuble propriété de la Société immobilière Lucinge C SA entre la valeur comptable et l'estimation de l'expert.

16/ Résultat financier

(en milliers de francs suisses)	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts	10	8
Gain de change réalisé	66	11
Produits financiers	76	19
Frais financiers	-104	-139
Pertes de change non réalisées	-150	-287
Charges financières	-254	-426
RÉSULTAT FINANCIER	-178	-407

17/ Autres résultats

(en milliers de francs suisses)	31/12/2016	31/12/2015
Loyers	1'150	1'202
Produits d'immeuble de placement	1'150	1'202
Plus-value sur immeuble Le Mont sur Lausanne	5'965	
Plus-value sur appartement en usufruit Les Utins	126	-170
Total réévaluation actifs immobilisés	6'091	-170
Charges	-511	-594
Charges d'immeuble de placement	-511	-594
AUTRES RÉSULTATS	6'731	438

18/ Coûts globaux

(en milliers de francs suisses)	Charges de projets	Recherche de fonds	Administration	Résultat financier & attributions aux réserves	Charges réparties	TOTAL charges 2016	TOTAL charges 2015
Charges directes de projet	25'849	0	0	0	0	25'849	23'865
dont Contributions partenaires	9'524	0	0	0	0	9'524	8'227
Charges du personnel	35'954	2'342	3'660	-112	264	42'109	38'252
dont Frais de recrutement	37	1	7	0	12	56	54
Frais de formation	229	1	1	0	-1	229	144
Frais de déplacement	1'254	89	93	0	53	1'489	1'563
Charges d'exploitation	10'397	2'944	308	98	1'814	15'561	16'627
dont Frais locaux, assurances, véhicules	5'280	14	35	0	751	6'080	6'613
Frais administratifs et informatiques	3'246	1'342	196	2	735	5'521	5'788
Frais campagnes collecte de fonds	1'519	1'702	9	0	13	3'242	3'233
Amortissements	0	0	68	0	315	383	442
Charges et produits hors exploitation	-415	-6	-6	-5'449	0	-5'877	516
Frais à répartir	1'058	390	630	0	-2'078	0	0
TOTAL DES CHARGES	72'843	5'670	4'593	-5'463	0	77'643	79'260

Ce tableau comprend les charges suivantes

	2016	2015
Charges opérationnelles	83'106	78'466
Résultat financier	178	407
Résultat immeubles de placement	-6'731	-438
Attribution aux provisions	1'153	433
Attribution à la provision pour indemnités de fin de contrat	-112	327
Impôts directs	49	65
TOTAL	77'643	79'260

19/ Gratuités reçues

(en milliers de francs suisses)	2016	2015
Prestation de transport et d'acheminement pour le service des soins spécialisés aux enfants	342	329
Accompagnement bénévole pour le service des soins spécialisés aux enfants	2'447	2'157
Bénévolat du Bureau et du Conseil de Fondation	36	41
Bénévolat et service provenant de l'activité de nos Groupes bénévoles	1'862	1'902
TOTAL	4'687	4'429
% des recettes d'exploitation de la Fondation	5.94%	5.55%

20/ Détail des contributions de la DDC*

(en milliers de francs suisses)	2016	2015
Contributions de programme Développement	10'000	10'022
Contributions de programme		
Aide aux pays de l'Est	500	500
Aide humanitaire	1'400	1'420
Helvetas wash consortium	572	494
Autres: mandats	5'726	4'378
TOTAL	18'198	16'814

* Direction du Développement et de la Coopération de la Confédération suisse

21/ Indemnités versées aux membres des organes responsables

Le bureau du Conseil et le Conseil de fondation travaillent bénévolement. Ils reçoivent une indemnité forfaitaire pour leur frais lors des séances. En 2016, un montant total de KCHF 21 (dont KCHF 10 pour le président) a été alloué aux 17 membres pour leurs frais liés à leur participation à 2 séances du Conseil de fondation et 6 séances du bureau du Conseil (2015: KCHF 21 dont KCHF 10 pour le président).

La masse salariale des 5 membres de la direction représente un montant de KCHF 751 pour l'année 2016. (2015: KCHF 784)

22/ Prévoyance professionnelle

Les collaborateurs de la Fondation Terre des hommes, à savoir 148 personnes au 31 décembre 2016 (2015: 145) sont assurés contre les conséquences économiques de l'âge, de l'invalidité et du décès auprès la Fondation Commune BCV deuxième pilier à Lausanne selon un plan de prévoyance, dit «*en primauté des cotisations*». L'employeur ne garantit pas les prestations de prévoyance. Le plan de prévoyance est financé par les cotisations de la Fondation Terre des hommes et de ses collaborateurs. Les cotisations de l'employeur sont comptabilisées pour la période dans laquelle elles ont été acquittées. Les risques sont assurés par la Fondation Commune.

Les avantages (actifs)/ engagements (passifs) économiques et charges de prévoyance inhérentes au plan de prévoyance se présentent comme suit :

(en milliers de francs suisses)	2016	2015
Le taux de couverture	non communiqué	106.6%
Part économique de Terre des hommes	Aucune	Aucune
Variation par rapport à l'année précédente/ différence enregistrée avec effet sur le résultat de l'exercice	Aucune	Aucune
Charges de prévoyance en tant que partie des frais de personnel, en KCHF	1'056	1'047

23/ Collaborateurs

Terre des hommes emploie 143 collaborateurs en Suisse et 88 à l'étranger au bénéfice d'un contrat suisse (2015: 140 en Suisse et 80 à l'étranger). 1'583 collaborateurs sont engagés par les délégations de Terre des hommes via ses projets à l'étranger (2015: 1'421 collaborateurs).

24/ Honoraire de l'organe de révision

(en milliers de francs suisses)	2016	2015
Prestation de révision	64	66
Autres prestations	7	29
TOTAL	71	95

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

Au Conseil de fondation de Terre des hommes – Aide à l'enfance dans le monde – Fondation, Lausanne

Lausanne, le 9 juin 2017

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Terre des hommes – Aide à l'enfance dans le monde – Fondation, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau de variation des fonds et du capital, le tableau des flux de trésorerie et l'annexe (pages 43 à 51) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016. Conformément à Swiss GAAP RPC 21, les informations contenues dans le rapport de performance ne sont soumises à aucune obligation de vérification par l'organe de révision.

Responsabilité du Conseil de fondation

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux Swiss GAAP RPC, aux dispositions légales et aux statuts incombe au Conseil de fondation. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil de fondation est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en oeuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes

consolidés, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les Swiss GAAP RPC, et sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 83b al. 3 CC en liaison avec art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance. Conformément à l'article 83b al. 3 CC en liaison avec l'article 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil de fondation.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA

**Karine Badertscher Chamoso,
Experte-réviser agréée (Réviser responsable)**

Johan Montrelay, Expert-réviser agréé

Autres informations financières hors révision

Produits de collecte de fonds

(en milliers de francs suisses)	Produits non libres 2016	Produits libres 2016	Total 2016	Total 2015
Dons périodiques	1'197	3'779	4'976	4'990
Vente d'orange et journée droits de l'enfant	834	52	886	916
Actions régionales	255	483	738	1'230
Dons non périodiques	330	892	1'222	1'103
Marketing direct	78	7'692	7'770	8'786
Successions	470	1'771	2'241	5'808
Institut et fondations	5'186	41	5'227	4'250
Entreprises	472	226	698	716
Cantons, Commune et paroisse	930	14	944	883
TOTAL PRODUITS COLLECTE DE FONDS	9'751	14'951	24'702	28'683
Total 2015	9'123	19'560	-	28'683

Contributions

(en milliers de francs suisses)	Programmes ordinaires	Programmes compl.	Part. frais suivis et admin	Total 2016	Total 2015
Mouvements partenaires TDHIF*	-48	2'396	100	2'448	3'236
Chaîne du Bonheur	724	5'770	565	7'059	8'742
Contributions DDC (Confédération suisse)**	8'814	7'488	1'896	18'198	16'814
Recettes à l'étranger	1'202	13'666	376	15'244	12'967
Etats étrangers et org. internationales	1'960	8'186	792	10'938	9'166
TOTAL CONTRIBUTIONS	12'651	37'506	3'730	53'887	50'924
Total 2015	11'052	35'319	4'553	-	50'924

* Terre des Hommes International Federation

** Direction du Développement et de la Coopération

Conseil de fondation

Le Conseil de fondation est composé de représentants du réseau de bénévoles et de personnes compétentes dans les domaines du travail humanitaire, de la santé publique, des finances, du droit, du marketing et de l'économie. **Le Bureau du conseil** assume les fonctions de contrôle dans l'organisation de la Fondation. Il est aussi responsable du suivi de l'activité courante, de l'administration et de l'utilisation des moyens de la Fondation, de la gestion des risques et du controlling.



Beat Mumenthaler
Président du Conseil et du
Bureau du Conseil – Avocat



Felix E. Bollmann
Vice-Président du Conseil et du
Bureau du Conseil – Économiste, ancien
Directeur de la Chaîne du Bonheur



Thomas Harder
Vice-Président du Conseil
et du Bureau du Conseil
(jusqu'au 09.06.2017)
Juriste



Patrick Aebischer
Membre du Conseil
Prof. de médecine, ancien
Président de l'EPFL



Charles Beer
Membre du Conseil
Président de Pro Helvetia,
ancien Conseiller d'Etat



Christine Brosteaux
Membre du Bureau du
Conseil – Médecin



Philippe Bucher
Membre du Conseil
(jusqu'au 15.03.2017)
Économiste



Marianne Caffisch
Membre du Conseil
Pédiatre



Xavier Colin
Membre du Conseil
(depuis le 09.06.2017)
Journaliste



Pascal Couchepin
Membre du Conseil
Ancien Conseiller fédéral



Philippe de Preux
Membre du Bureau du
Conseil – Économiste



Tamara Erez
Membre du Bureau du
Conseil – Avocate



Philippe Lienhard
Membre du Bureau du
Conseil – Expert comptable



Michel Mottiez
Membre du Conseil
Directeur RH



René Prêtre
Membre du Conseil – Chef de
service, chirurgien cardiaque



Michel Roulet
Membre du Bureau du
Conseil – Pédiatre, ancien chef
de service du CHUV



Jean Zermatten
Membre du Bureau du Conseil
Juriste, ancien Président du comité
des droits de l'enfant de l'ONU

Direction



Vito Angelillo
Directeur général



Franck Eloi
Directeur Ressources
humaines



Thierry Sabaux
Directeur Finances, IT
et Administration



Jessica Schweizer
Directrice Communication
et Recherche de fonds



Steven Fricaud
Directeur Aide Humanitaire



Beata Godenzi
Directrice Programmes



Pierre Philippe
Directeur
Ressources Techniques



Claudio Rini
Directeur Zones
Géographiques

Remerciements

62'858

donateurs individuels

10'237

parrains

2025

entreprises

Nous tenons particulièrement à remercier :

La population en Suisse

Les bailleurs institutionnels

Banco de desarrollo de América Latina (CAF), La Chaîne du Bonheur (CH), la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) et le Département Fédéral des Affaires Etrangères (DFAE) de la Confédération Suisse, la Commission Européenne (EuropeAid et ECHO), la coopération autrichienne (OEZA), belge (DGD), espagnole (AECID), française (SCAC), américaine (USAID, OFDA, BPRM, USDOL), la coopération du Liechtenstein (LED), la coopération de Monaco (DCI), Diputación Foral de Bizkaia, L'Ambassade de France en Haïti et le Ministère néerlandais des Affaires Etrangères.

Les Nations Unies

MINUSTAH, OIM, PAM, PNUD, UNFPA, UNICEF, UNHCR, UNOCHA, UNODC.

Les cantons

Appenzell Rhodes-Extérieures, Argovie, Bâle-Campagne, Fribourg, Genève (Service de la solidarité internationale, Loterie Romande), Glaris, Grisons, Lucerne, Nidwald, Saint-Gall, Schaffhouse, Schwyz, Thurgovie, Zurich.

Les villes

Genève (Délégation Genève Ville Solidaire).

Les communes et paroisses

Evang.-ref. Kirchengemeinde Bülach, Heimberg, Riehen, Elgg, et les nombreuses autres communes et paroisses qui nous ont soutenues.

Les fondations

Fondation d'Aide à l'Enfance et au Tiers-Monde (FAET), Albiro Foundation, Ammado Foundation, Mathias Baer Stiftung, Fondation Alfred et Eugénie Baur, Fondation de bienfaisance du groupe Pictet, Dr. Silvain Brunshwig-Stiftung, ChildFund Alliance, Christa Foundation, The Peter Cundill Foundation, Deerfield Partnership Foundation, Bill and Melinda Gates Foundation, Gebauer Stiftung, Carl und Elise Elsener-Gut Stiftung, Ernst Göhner Stiftung, Fondation Gourgas, Green Leaves Education Foundation, Fondation d'Harcourt, Human Dignity Foundation, Institut Tropical et de Santé Publique Suisse, Fondation Le Petit Cœur, Fondation Lusavi, Fondation Madeleine, Medicor Foundation, Rosa und Bernhard Merz Stiftung, Migros Unterstützungs-

fonds, Fondation Comtesse Moira, Fondazione Montarina, Fondation Emile et Odette Moser, Novartis Foundation, Oak Foundation, Fondation Lombard Odier, Fondation Philanthropia – Lombard Odier, Pressley Ridge, Sinoma Foundation, Fondation Tamie, Fondation UEFA pour l'Enfance, Fondation Yann Verdina, Fürsorge-, Wohlfahrts- und Kulturstiftung der Bürgergemeinde Zug et toutes les autres fondations qui souhaitent rester anonymes.

Les grands donateurs

Nous remercions chaleureusement l'ensemble des donateurs privés qui ont permis à Tdh d'agir et de développer ses actions auprès des enfants durant l'année 2016.

Les entreprises

Bata Children's Program, Baumer AG, Bindella Terra Vita Vite SA, Breitling SA, Capital Group Companies, Contex SA, COOP, Démarche Société Coopérative, DPD (Suisse) SA, Elcotron SA, Ericsson AG, Festi'neuch, Groupe G. Dentan SA, Groupe Payot, ISS Facility Services SA, Paléo Festival Nyon, Pharmacieplus SA, Polygravia SA, Ricola AG, SGA/APG AG, TEXAID Textilverwertungs AG.

Terre des Hommes

La Fédération Internationale Terre des Hommes (FITDH), ses membres et son Secrétariat international.

Les hôpitaux en Suisse et en Europe

Suisse: Hôpital Riviera-Chablais (Aigle), Inselspital (Berne), HUG (Genève), CHUV (Lausanne). Espagne (Madrid, Séville, Pamplune, Malaga, Cordoue, La Corogne). France (Lille).

Les autres partenaires

Caritas Allemagne, Centre interfacultaire en droits de l'enfant (UNIGE), Comic Relief, Comité International Olympique, Consortium Shiree, EPER, Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco), Kindernothilfe, Institut international des Droits de l'Enfant, Institut International pour l'Environnement et le Développement, London School of Hygiene & Tropical Medicine, Micronutriments initiative, Plan UK, Plan USA, Société Vaudoise d'Utilité Publique (SVUP), Université de Genève.

Tous les notaires, avocats, fiduciaires et instituts bancaires qui nous ont soutenus dans l'obtention de legs et de successions.



Siège | Hauptsitz | Sede | Headquarters
Avenue de Montchoisi 15, CH-1006 Lausanne
T +41 58 611 06 66, F +41 58 611 06 77
www.tdh.ch, E-Mail: info@tdh.ch, CCP: 10-11504-8



Terre des hommes
Aide à l'enfance.